N° 151 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

Rédaction - Administration :
2, rue Richard Lenoir,
93 100 Montreuil

Tél : 808 00 80 à 84
Télex : PRENO A 211 628 F

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication :
Alain Bobbio.
Numéro de la commission
paritaire : 46 722
Imprimé par Rotographie.

rouge

LUNDI
13 SEPTEMBRE
1976

Belgique 15 FB — Suède : 2,25 KR
Portugal : 15 ESC — Italie : 300 L
Grèce : 20 DR — Suisse : 1 FS

Sans débouché

Le comité central du parti communiste, lundi dernier, et le comité directeur du parti socialite, samedi, ont permis d'y voir plus clair dans les tactiques des deux partis pour les mois qui viennent.

Chez les communistes, l'heure est à l'« union et l'action ». Maintenant leurs propositions unitaires, ils vont s'efforcer de se montrer les plus dynamiques contre l'austérité de Barre, afin de gagner à eux les militants combatifs désorientés par la passivité, malgré la phraséologie de gauche de la CFDT et du PS. L'objectif étant , à terme, de rééquilibrer un rapport de forces avec les socialistes, avant leur arrivée au gouvernement. Mais la stratégie reste inchangée, et Gaston Plissonnier l'a réaffirmé dans son discours dinal à la fête de l'Humanité : il s'agit d'assurer un passage démocratique de la France au socialisme par l'application du programme commun.

Chez les socialistes, désormais devenus le « premier parti » électoral de France, l'heure est à la préparation des responsabilités gouvernementales. Acceptant le principe d'actions unitaires tout en se gardant bien de propositions concrètes, ils s'efforcent surtout defaire passer l'idée qu'un concensus social, non pas aujourd'hui, mais demain, quand la gauche sera au gouvernement, est la seule façon de sortir des difficultés économiques. Le communiqué du comité directeur -« rien n'est possible sans le concours des travailleurs », - ou les déclarations de Delors favorables à une politique des revenus, à conditions de combattre l'injustice, vont exactement dans ce sens.

L'important, cependant, au-delà des cheminements respectifs des deux partis, c'est que ni l'un ni l'autre, alors qu'ils sont pourtant d'accord pour n'accorder aucun crédit à l'opération Barre, ne sont prêts à hâter la solution de la crise politique de la majorité. pourtant, le régime est manifestement discrédité Les élections cantonales ont donné la majorité à la gauche, les divisions entre l'UDR et les RI n'ont jamais été aussi aigues, et un songage, qui paraît aujourd'hui, révèle qu'un tiers seulement des français croient à l'efficacité des mesures que prendra le nouveau gouvernement.

Pourquoi dans ces conditions, attendre 1978 ?
Cela n'a qu'une conséquence : l'absence d'une mobilisation de masse sur des objectifs clairs contre le « super-impôt », les menaces sur la sécurité sociale, et l'attaque contre le pouvoir d'achat.

Pierre Julien.

LA FETE «AUX COULEURS DE LA FRANCE»

● Placée sous le signe du 22ème Congrès, la Fête de l'Huma a été, une fois de plus, le plus grand rassemblement populaire de France

lire page 12

ESPAGNE

LEGISLATIVES EN 1977 ?

Le premier ministre Suarez l'annonce

● *Pour protester contre l'assassinat d'un jeune ouvrier, la grève s'étend à tout le pays basque*

« Il ne peut y avoir et il n'y aura pas de vide constitutionnel et encore moins de vide de la légalité. Le projet de loi que nous présentons ne prétend pas tout effacer pour tout recommencer. Il ne fait qu'apporter des modifications concrètes pour rendre viable le dessein de la couronne qui est de rendre le peuple maître de son destin ». C'est en ces termes que le président du gouvernement espagnol Adolfo Suares, a présenté vendredi soir, dans un discours télévisé, les grands axes de la *« loi de réforme politique ».*

Cette loi *« fondamentale »*, qui sera soumise au Cortes puis au peuple par voie référendaire, consacre un système bi-caméral composé d'un Congrés des députés élu au suffrage universel, direct et secret et d'un Sénat, élu par *« les entités territoriales »* existantes à raison de quatre par province. C'est à dire, pour l'instant par les « entités » issues du système franquieste : associations familiales, mairies et syndicats officiels. Le roi, précise en outre la loi, *pourra désigner pour chaque législature un cinquième des membres du sénat ».*

Les 350 députés et les 204 sénateurs seront élus pour une durée de quatre ans. Le président des nouvelles Cortès, ainsi que celui du conseil du Royaume, seront désignés par le Roi.

L'article 3 du texte gouvernementale précise d'autre part, que l'initiative de la réforme constitutionnelle appartiendra au gouvernement et au Congrès des députés ». Toutes les réformes constitutionnelles devront être approuvées par les deux chambres à la majorité. Au cas où celles-ci ne parviendraient pas à un accord une commission mixte, composée de quatre députés et de quatre sénateurs sera nommée. En dernier ressort, si cette commission ne vote pas le texte initial, la décision sera prise *« à la majorité absolue des membres des Cortes réunis en Congrès ».*

Enfin le roi, *« avant de sanctionner une loi de réforme constitutionnelle pourra soumettre le projet au referendum.»* Il aura aussi la possibilité d'organiser une consultation populaire « *sur toute option politique d'intérêt national ».*

Des élections législatives générales seront organisées avant juin 1977 pour former le nouveau parlement.

Pékin

RECUEILLEMENT ET DISCIPLINE

Dans le bâtiment du Congrès National du Peuple, les travailleurs défilent devant la dépouille de Mao

Alors que la Chine travaille exceptionnellement dimanche, plusieurs milliers de personnes se sont recueillies, 50 000 pour la seule journée de samedi, devant la dépouille mortelle de Mao Tsé-Toung, en présence de nombreux responsables du parti dont Hau Kua-feng et Chiang Ching, la veuve du président.

Les caméréras de la télévision filment les longues files de travailleurs, paysans et soldats, gravissant dans un silence absolu les degrés des bâtiments du congrès national du peuple.

La place Tien An Men avait été évacuée totalement samedi matin et complètement isolée par des cordons de miliciens de soldats et de policiers. Samedi matin, un nouveau dispositif de sécutité, plus strict encore, a été mis en place. La résidence des hauts dirigeants chinois, le palais de Chung Nan Hai, qui jouxte la cité interdite, ont été inclus dans le périmètre protégé.

Des centaines de miliciens et miliciennes, porteurs d'un insigne spécial, sont postés, immobiles, à cinq mètres de distance les uns des autres, pour former un unique et étrait couloir réservé à la circulation et à l'arrivée des véhicules transportant les délégués. Vélos et piétons sont systématiquement refoulés.

La discipline sans faille de cette cérémonie, contraste avec les scène spectaculaires vues à Pékin lors du deuil pour Chou an Lai. Elle pourrait être motivée par la crainte du renouvellement d'incidents semblables à ceux qui avaient marqué l'hommage à l'ancien premier ministre, place Tien An Men.

Il se confirmerait à Pékin que Mao est décédé des suites d'une attaque cérébrale au tout début septembre. Il aurait néanmoins conservé sa lucidité intellecteulle et continué à donner ses directives sur la marche de la Chine jusqu'au 8 septembre, soit huit heures avant sa mort. Selon « Chine Nouvelle » « Le président Mao a mené le travail du parti tout entier, de l'armée et de la nation pendant sa maladie et a combattu jusqu'à son dernier souffle ».

Le Chili en deuil... pour Mao

La junte de gouvernement chilienne a décidé vendredi trois jours de deuil officiel à partir de dimanche pour la mort de Mao Tsé-Toung. Avec le Vietnam, Corée du Nord et l'Albanie, le Chili sera le seul pays à rendre un tel hommage au président disparu. En remerciement pour services rendus sans doute. Le sinistre Pinochet se souvient certainement qu'en un autre 11 septembre la Chine de Mao avait été un des tous premiers pays à chasser le représentant de l'Unité Populaire et à accueillir le représentant des bouchers de Santiago. Générosité qui s'était confirmée par la suite par des ventes d'armes de la Chine Populaire aux gorilles chiliens.

international

La politique extérieure de la Chine après la révolution culturelle

La théorie des « trois mondes »

La politique extérieure chinoise reste essentiellement une diplomatie d'Etat, tournée avant tout contre l'influence soviétique, avec toutes les conséquences contre-révolutionnaires q'une telle orientation implique.

La portée mondiale de la révolution chinoise fut immense ; elle agit aussi bien sur les rapports de force internationaux en donnant un coup de fouet aux luttes de libération que sur le mouvement ouvrier en brisant définitivement le monolithisme stalinien. De façon inégale selon les périodes, et malgré l'opportunisme de son orientation, la direction maoiste s'imposa peu à peu dans l'arène mondiale comme une alternative de gauche à la direction soviétique (voir « Rouge » du 11 septembre). Mais la fin de la Révolution Culturelle annonce le déclin rapide de ce rôle du parti communiste chinois et prépare la mise en avant par la direction maoiste d'une nouvelle politique aux conséquences profondément contre-révolutionnaires.

La diplomatie chinoise fait système. Elle est d'une trop grande cohérence pour pouvoir être ramenée à une succession «d'erreurs malheureuses » dues à l' «ignorance» par le PCC des conditions concrètes existantes dans les autres pays et continents. C'est pourtant là, encore, une « explication» avancée par nombre de courants d'extrême-gauche qui se refusent à faire une critique radicale de la direction maoiste.

Cette diplomatie n'est pas non plus le seul fait d'une aile de la bureaucratie chinoise. Elle a été celle de l'ensemble du groupe dirigeant, de Mao à Chou en-lai, de Teng Hsia-ping au « groupe de Shangai » (1) -à l'exception peut-être de Lin Piao.

La direction chinoise ne fait d'ailleurs mystère ni des modifications apportées à son orientation, ni de sa cohérence. Elle a été jusqu'à l'exposer à la tribune de l'ONU, en avril 1974, par la voix de Teng, alors au fait de sa gloire. L'abandon des analyses antérieues est clairement affirmée. Pour Pékin, le « camp socialiste » et le « camp-occidental » ont cessé d'être. Dorénavant la scène mondiale se divise entre « trois mondes ». Le premier est celui des « deux super-puissances » : les USA et le « social-impérialisme » soviétique.

Peu à peules analyses se préciseront et la balance cessera d'être égale entre les deux : les USA sont un impérialisme en déclin tandis que « l'autre » est une menace croissante. En conséquence, la lutte prioritaire à l'échelle mondiale est aujourd'hui la lutte contre « l'hégémonisme » -et avant tout le combat contre l'influence soviétique. Dans cette lutte, la force motrice est celle du troisième monde : les pays dits en voie de développement, quelque soient leur régime social.

Un « second monde » existe, c'est celui des pays «intermédiaires » en Europe occidentale et orientale ainsi qu'au Japon. Ils peuvent être gagnés à la lutte contre l'hégémonisme. Leur importance est d'autant plus grande que cette région du monde -l'Europe- est le lieu privilégié de l'affrontement soviéto-américain d'où naîtra probablement la troisième guerre mondiale.

Malgré de discrets rappels, l'analyse en terme de rapports de force entre classes est écartée au profit d'une analyse en terme de rapports de force entre Etats. Le mouvement ouvrier occidental est ignoré : il est « révisionniste » Le mouvement de libération nationale, comme mouvement militant, s'efface lui-même devant les gouvernements.

Le dogme de la « non ingérence dans les affaires d'un autrs pays », prend maintenant un contenu très précis : les peuples ont le droit de décider du régime social de leur choix. On traitera dorénavant avec les gouvernements du Tiers Monde comme avec d'authentiques porte-paroles de leur population. Dans ces conditions, le pire dictateur devient nécessairement « progressiste » et « anti-impérialiste », qualificatif dont le Shah d'Iran vient encore d'être gratifié.

Le tiers mondisme et le messianisme, déjà présent dans la période antérieure, prennemt une dimension noqe. Ce qui est bon pour la Chine (entendez pour la bureaucratie chinoise) est bon pour la révolution mondiale.

Du Pakistan à l'Angola

Il ne s'agit malheureusement pas que de discours ; toutes les implications pratiques du changement d'orientation sont tirées à Pékin. C'est en 1971 qu'elles apparaissent clairement. La Chine soutient la dictature de Yahia Khan, dont les troupes massacrent les bengalis soulevés, et abandonne du même coup un mouvement de libération national à ses directions bourgeoises. Elle couvre ouvertement l'écrasement de l'organisation d'extrême gauche JVP et la très dure répression du mouvement de masse par le gouvernement ceylanais.

Enfin, Mao n'hésite pas à inviter Nixon à Pékin pour prix de sa reconnaissance internationale, sans faire de l'arrêt de l'escalade US en Indochine le préalable de la normalisation des rapports diplomatiques. La direction maoiste portera par là un coup sévère au mouvement anti-guerre aux USA et aidera objectivement l'impérialisme à poursuivre sa politique de génocide. C'est la première fois dans son histoire que le régime chinois prend de telles mesures.

Elles s'élargissent. La diplomatie chinoise accuse un ample tournant en Afrique qui l'amènera à saluer l'écrasement du mouvement ouvrier soudanais et à apporter son soutien au FNLA et à l'UNITA en Angola. De l'Europe à l'Asie, Pékin appelle au renforcement des pactes militaires anti-soviétiques et chaque discours de « guerre froide » d'un général occidental est applaudi.

La « non ingérence » subit des entorses notables lorsque des chefs de file de l'opposition de droite en Allemagne et en Grande Bretagne sont invités de façon aussi officielle que possible à Pékin.

SI la direction chinoise continue de soutenir certains mouvements révolutionnaires, en Asie du Sud-Est, elle abandonnera carrément les combattants du Dhofar, dans le sud arabique, malgré les engagements antérieurement pris. Enfin, la République populaire, avec la Roumanie, aura été le seul Etat ouvrier à ne pas rompre ses relations diplomatiques avec le Chili de Pinochet.

La diplomatie chinoise n'a jamais été proprement anti-impérialiste. La défense des intérêts nationaux a toujours prévalu. Longtemps, « l'esprit de Bandoung » -à savoir la défense du neutralisme dans le Tiers-monde - aura tenu lieu de doctrine officielle. Le tournant des années 1970-1971 aura été préparé et grandement facilité par les limites programmatiques du Parti communiste chinois. Il n'en a pas moins été net et profond. Il s'exprime aussi bien dans l'orientation officielle que dans les mesures concrètes prises par Pékin.

Il s'explique par la conjonction de trois facteurs la logique du conflit sino-soviétique telle qu'elle est perçue à Pékin, le changement opéré dans la politique américaine en Asie après l'offensive du Têt en 1968 au Vietnam qui amène Washington à abandonner sa politique d'isolement de la Chine, pour la première fois la République populaire peut espérer se faire reconnaître dans les pays capitalistes ; le raidissement, enfin, de la bureaucratie chinoise au lendemain de la Révolution culturelle.

Après la mort de Mao...

Le tournant sanctionne aussi bien l'évolution intérieuse de la RPC -dont la modification des liens de l'aile maoiste de l'appareil avec les masses à la suite de l'écrasement des « gauchistes » de la Révolution Culturelle- que les changements opérés dans la situation mondiale.

Politique de la bureaucratie dans son ensemble, il y a peu de chances de la voir profondément modifiée après le mort de Mao Tsé-Toung.

Ses outrances qui ont coûté cher à Pékin, comme les affaires chiliennes ou angolaises -seront peut-être abandonnées. L'intensité de la confrontation avec Moscou peut varier.

Elle restera essentiellement diplomatie d'Etat, tournée vers la formation de blocs contre « l'hégémonisme » -et avant tout contre l'influence soviétique- avec toutes les conséquences contre-révolutionaires qu'implique une telle orientation.

Ce n'est que le jour où la pression des mobilisations de masse fera irruption jusque dans le domaine réservé de la politique étrangère -comme durant la Révolution Culturelle- que les fondements de cette politique pourront être sérieusement ébranlés. Et ce d'autant plus que l'écho des mobilisations de masse en Europe occidentale et en Asie orientale sera grand.

Pierre Rousset

(1) Représentants de la « gauche » de l'appareil.

Réactions internationales

SUICIDE D'UN ETUDIANT ITALIEN

Un étudiant de 22 ans choqué par la mort du président Mao-Tse-Toung s'est suicidé en se jetant par la fenêtre de sa chambre à Milan.

Falvio Gallaci, avant de se lançer dans le vide en tenant un ouvrage du président Mao, s'était tranché les veines des poignets.

BULGARIE

Le journal bulgare « Front Patriotique » estime que la mort de Mao ouvre une période « *non exempte d'embuches* » qui sera marqué par la « *rupture du fragile équilibre au sein de la direction maoiste* ».

Ce commentaire difusé par l'Agence de Presse Bulgare constitue la première reaction d'un pays d'Europe de l'Est, les organes soviétiques ayant pour leur part gardé la plus grande discrétion autour de la mort du président Mao.

« La mort de Mao, estime le « front patriotique » contribuera indubitablement à rompre le fragile équilibre entre les différentes fractions groupes rivaux au sein de la direction maoiste, chacun essayant d'évincer les autres et de renforcer sa propre position ».

Après s'être demandé si Chiang Cjing, l'épouse de Mao *« soutenue par le groupe gauchiste, pourra continuer sa politique »*, la quotidien bulgare souligne que la mort du président « est survenue à un moment critique ou l'attitude critique à l'encotre de sa politique prend de l'ampleur et ce fait va également influencer la période de transition du pouvoir dont les complications pésent de tout leur poids sur la chine. »

Le passé...

A gauche, Mao entre Chou en Lai et Lin Piao. A droite, Hua Kuo-Feng, premier ministre et vice-président du parti communiste.

... et le présent

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

kissinger part en Afrique

LES GRANDES MANOEUVRES DU COURTIER

A partir de lundi, le grand courtier des intérêts impérialistes commencera ses pérégrinations en Afrique australe. Une mission de médiation qui d'ores et déjà le conduira en Tanzanie, en Zambie et en Afrique du Sud, où depuis l'instauration de l'Apartheid il y a un quart de siècle, ce sera la première fois qu'un secrétaire d'Etat américain fera escale. Un voyage qui pourrait durer deux semaines et même plus au cas où il l'estimerait nécessaire.

Au cours d'une conférence de presse tenue à la veille de son départ, Kissigner a déclaré qu'il ne fallait pas s'attendre à « des résultats spectaculaires et décisifs » de sa mission. Une prudence qui tranche avec les déclarations tonitruantes de ses précédentes démarches que ce soit au sujet du Moyen Orient ou des négociations Salt.

C'est que sa mission, peut-être la dernière de sa carrière de secrétaire d'Etat, a pour toile de fond les prochaines élections présidentielles américaines et un optimisme prématuré pourrait, suivant le résultat final, déservir Gérald Ford et être utilisé par ses adversaires devant les électeurs américains.

Des marges de manœuvre étroites.

Les marges de manœuvres de la diplomatie américaine sont étroites et le temps compté. En effet l'interaction des processus sociaux en Afrique Australe va à l'encontre d'un traitement cas par cas des questions namibienne, rhodésienne, et sud-africaine. Qui plus est, les perspectives des Etats-Unis bousculés par la fragilité de leurs points d'appui que ce soit auprès de gouvernements noirs, de mouvements nationalistes ou même auprès de ses alliés racistes.

C'est pourquoi Kissinger, modeste, entend limiter son objectif à établir « un cadre de négociations », affirmant démagogiquement que c'est aux Africains eux-mêmes de régler tous les détails !

En dépit de ces modesties inhabituelles, Kissinger nourrit certainement l'espoir de parvenir à des résultats positifs sur la question namibienne. Le résultat de ses entretiens avec Vorster à Zurich, les 4, 5, 6 septembre derniers peuvent en effet laisser augurer que l'Afrique du Sud acceptera qu'une conférence placée sous les auspices de l'ONU puisse décider d'avancer la date d'accession de ce territoire à l'indépendance fixée autoritairement auparavant le 31 décembre 1978 par Prétoria.

Pour ce faire il devra amener Vorster à accepter que la principale organisation nationaliste, la SWAPO participe à cette conférence. Tout le débat portera sur la place qu'elle tiendra : interlocutrice principale, sans représentants fantoches noirs comme le veut la SWAPO, ou un mouvement nationaliste parmi d'autres comme voudrait l'imposer Vorster.

Pour ce qui est de l'avenir de la Rhodésie sa tâche sera plus délicate. En effet, les affrontements militaires entre la Rhodésie et les guerrilleros nationalistes ne cessent de se multiplier, dans le même temps où l'on assiste à un raidissement de la part des colons blancs. Division telle entre les deux camps qu'un nationaliste noir aussi enclin à la collaboration avec Salisbury que N'Komo vient de déclarer que la solution du problème rhodésien « sera sanglante ».

Cependant dans sa volonté de contraindre la minorité blanche rhodédienne à accepter la règle de l'accesssion de la majorité noire au pouvoir Kissinger va disposer d'atouts non négligeables avec les crédits que lui a accordé le Sénat.

Pour indemniser la minotité blanche on indique en effet à Washington que la participation à un fond créé à cetfft pourrait être de 400 à 500 millions de dollars pour un budget total d'un milliard et demi. Un autre projet sous la forme d'un fond de garantie financière géré par des capitaux privés est aussi en discussion. Tout cela vise à corseter le futur Etat indépendant dans un filet de conditions financières draconniennes.

Aménager l'Apartheid.

Dernier objectif du « docteur » : amener Vorster à assouplir les règles de l'Apartheid, notamment en terminer avec les mesures les plus vexantes de la discrimination (bancs, ascenseurs, bureaux de postes séparéscetc...). Ce que Prétoria acceptera puisque le gouvernement sud-africain projette de soumettre au congrès du Parti Nationaliste un amendement constitutionnel donnant aux métis et indiens (3 millions) une sorte de citoyenneté parallèle sans qu'il soit bien sûr question de listes électorales communes.

Pour atteindre ces objectifs un laborieux calendrier a donc été prévu. Il commencera dès lundi par deux rencontres parallèles : d'un côté une entrevue Vorster-Smith, de l'autre par les sauts de puce de Kissinger en Tanzanie et Zambie. Ceci permettra de prendre la température aux congrès du Parti Nationaliste (Sud africain) et du « Front Rhodésien » qui se déroulent actuellement.

Après ces échanges préliminaires qui doivent permettre de définir les termes de la négociation, Kissinger se rendra à Prétoria, le 17 septembre. De l'issue de cette « navette » dépendra la décision du secrétaire d'Etat de poursuivre son séjour en Afrique Australe (et en l'occurence d'envisager une rencontre Kissinger-Vorster-Smith).

Mais l'on voit mal, avec ces intentions limitées comment monsieur « bons offices » pourrait résorber le passif américain dans cette zone et résoudre une crise dont les racines tiennent au système d'exploitation des masses noires par la finance internationale. Dans cette optique tout succès de Kissinger ne pourra être qu'un gain de temps, plus susceptible d'encourager les revendications et la révolte des noirs pour des buts dépassant de simples aménagements démocratiques.

Franck Tenaille

Trois ans après le coup d'Etat chilien

Des milliers de manifestants dans les capitales européennes

Plus d'un millier de personnes ont manifesté samedi à Madrid en hommage au Président chilien Salvador Allende. La manifestation qui avait été convoquée par le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) de Madrid, n'ayant pas été autorisée par les autorités, les forces de répression ont chargé et dispersé les manifestants lorsque le cortége est arrivé sur la place d'Espagne en plein centre de la ville.

D'autres manifestations dans de nombreuses capitales européennes sont venues réaffirmer la solidarité des travailleurs européens avec les travailleurs chiliens. Ainsi à Rome à l'appel des organisations d'extrême-gauche plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de la capitale italienne. Des travailleurs de la fédération des métaux ont distribué une brochure pour protester contre les importations italiennes de cuivre chilien et appeler les travailleurs à boycotter ces imporattions. Enfin 4000 personnes ont manifesté à Berlin-Ouest, 3500 à Stockolm et 6000 à Amsterdam où les manifestants ont lancé un appel pour le blocus économique du Chili.

Trois ans après le coup d'Etat sanglant du 11 septembre, la junte militaire chilienne a décidé de proroger de 6 mois l'Etat de siège. Dans un discours à la « Nation » , le chef de la dictature la plus sanglante d'Amérique du Sud a réaffirmé les « concepts moraux » qui guident l'action de la junte. Le général Pinochet a ainsi souligné que le Chili cessait d'être un *« Etat idéologiquement neutre »* et que le pays se définirait maintenant selon *« une doctrine humaniste et chrétienne, s'appuyant sur la famille comme cellule sociale de base »*. Des propos qui n'en doutons pas comblerons Mgr Lefèbvre et ses partisans.

Le général Pinochet a aussi proclamé *« l'exclusion de la grève :* dans les services publics et dans les entreprises nationales chiliennes annonçant que des formules de conciliation et d'*« arbitrages obligatoires »* seraient mis en place pour résoudre les conflits du travail.

ETAT UNIS

« Je signe parce que je ne devrais pas avoir à signer »

« La plus grande démocratie du monde », « le pays de la libre expression », **tels sont généralement les vocables utilisés par les tenants de *« l'american way of life »* lorqu'ils nous parlent du système électoral américain. Les militants du Socialist workers party (1) qui s'efforcent de faire figurer les noms de leurs candidats — Peter Camejo pour la présidence et Willi Mac Reid pour la vice-présidence, ainsi qu'Omari Mussa pour le Sénat - sur les listes du scrutin savent ce qu'il en coûte d'être socialiste dans le temple du capitalisme.**

Chaque matin depuis des mois, dans les principales villes de trente Etats, des groupes de militants et de sympathisants du SWP et de la YSA (2) se dirigent vers les lieux les plus publics - à la recherche de nouvelles signatures de personnes favorables à la présentation des candidats socialistes sur les listes du scrutin dans leur Etat. Leur tâche est loin d'être aisée.

Le premier de ces obstacles, et le plus important, consiste donc à recueillir des centaines de milliers de signatures. Leur nombre varie selon la législation particulière à chaque Etat.

Comme si cela n'était pas suffisant, la législation stipule que ces signatures doivent provenir d'électeurs qui ne s'étaient pas inscrits comme démocrates ou républicains et doivent être recueillies dans les tous les comtés de l'Etat. Tâche harassante s'il en est d'autant qu'à chaque comté doit correspondre une pétition différente.

Le SWP , bien sûr, n'est pas le seul parti à être victime de cette législation réactionnaire qui n'a d'autre but que de défendre le système du bi-partisme et d'empêcher la libre expression des idées socialistes. « Le Parti communiste américain connait également les mêmes difficultés. *« Nous pensons que, malgré les lois anti-communistes en vigueur dans les Etats, le Parti peut présenter des candidats dans au moins trente Etats sur les cinquante que comptent les Etats-Unis. »* (5) Comme le SWP, le PCA a du affronter toutes les tentatives des défenseurs de l'ordre bourgeois pour l'empêcher de présenter ses candidats à l'élection présidentielle. Ainsi dans le Massachussets, 20 000 des 37 000 ftures que, conformément à la loi, le PCA avait rassemblées, ont été invalidées par l'administration de l'Etat sous le fallacieux prétexte qu'elles avaient déjà été enregistrées pour le compte des démocrates ou des républicains.

Aussitôt cette décision connue, les deux candidats du SWP ont publié une lettre dans laquelle ils dénonçaient *« cet exclusion anti-démocratique »* et demandaient *« l'abrogation de la législation anti-communiste de l'Etat »*. Ce qui n'empêcha d'ailleurs pas le PCA de publier dans les colonnes de son quotidien le *Daily World*, un article calomniateur dans lequel le SWP était accusé d'avoir recopié ses listes de noms et d'adresses dans le botin téléphonique.

Une audience considérable

Des centaines de milliers de signatures ont d'ores et déjà été collectées par les militants du SWP qui ont donc bon espoir de voir leurs candidats figurer sur la liste du scrutin. Pour plus de sûreté, ils ont le plus souvent dépassé, quand ce n'est pas doublé le nombre minimum requis. Ainsi au Texas, où ce sont plus de 31 000 signatures — alors qu'il n'en faut que 16 500 - qui ont été ramassées, au terme d'une campagne menée tambour battant pendant plusieurs semaines. Pourtant cela ne sera sans doute pas trop : en 1972, le SWP avait aussi rendu près du double du nombre de signatures légalement requis, mais il avait fallu un arrse la Cour pour « persuader » le secrétaire de l'Etat de faire figurer les candidats sur les listes du scrutin !

Malgré toutes les tentatives, comme le vol de pétitions portant 7 000 signatures à Los Angeles et les mesures d'intimidation ou d'espionnage développées par le FBI qui ont jalonné la campagne du SWP, deux candidats socialistes figureront donc le 2 novembre sur les listes du scrutin dans une trentaine d'Etats« La campagne qu'ils ont mené pour y parvenir a bénéficié d'une audience considérable, encore jamais vue, même pas en 1972 après les grandes mobilisations contre la guerre du Vietnam. A l'heure où l'Amérique se rend compte combien les droits démocratiques ont été bafoués par les représentants élus, à commencer par le premier d'entre eux, de nombreux américains ont été sensibles aux arguments développés par le SWP tout au long de sa campagne.

Peter Camejo, candidat du SWP

Interrogé par des militants qui lui demandaient pourquoi il acceptait de signer la pétiton, un homme répondit : *«Je signe parce que je ne devrais pas avoir à signer. Vous devriez avoir le droit de figurer sur les listes du srutin ».*

Julien Tonnac

(1) Parti Socialiste des Travailleurs, organisation trotskyste américaine qu'une législation anti-communiste édictée au temps de la guerre froide empêche d'adhérer à la IVe Internationale.
(2) Young Socialist Alliance : Alliance des jeunes socialistes, organisation de jeunesse du SWP
(5) Henry Winston, membre du PCA, la « Nouvelle revue internationale » de juillet 76.

CATALOGNE

Des dizaines de milliers de personnes participent à la « diada nacional »

La plus grande manifestation depuis trente huit ans

De notre envoyé spécial
Barcelone, le 12 septembre

Combien étaient-ils ? 60 000, 70 000, 80 000, les avis sont multiples, mais il est certain que le rassemblement pour la commémoration de la *«diada national »*, samedi à San Bei du Llobregat, a constitué la plus importante manifestation réalisée depuis 38 ans en cette terre de Catalogne.

Le jeu de la pendule

Pourtant on peut dire que le gouverneur civil, dont le nom fut hué tout au long de la journée, n'avait rien fait, au contraire, pour favoriser la réussite de la manifestation. Première recette employée : l'incertitude. Les autorités auront joué la pendule jusqu'au bout : après avoir refusé le parc de la Citadelle, au cœur de Barcelone, en début de semaine, le gouverneur avait fait une contre proposition : les arènes des Corridas. Elles n'ont que 14 000 places assises. Puis deux jours après, un pas de plus dans l'escalade : les organisateurs pourraient réaliser la « diada » n'importe où... à condition que ce soit dans un lieu clos ne contenant pas plus de 2 000 places ! Les autorités durent rapidement rabattre leur arrogance : un fort courant s'était en effet dessiné dans l'extrême-gauche et même au sein des organisations populaires, les commissions ouvrières, les associations de voisins, pour ne pas se laisser bafouer impunément. Quitte à maintenir la convocation à la citadelle et descendre dans la rue affronter les balles de caoutchouc ou les balles tout court des « grises », des gardes civiles et des brigades anti-émeutes.

Le gouvernement s'est rendu compte qu'il ne pouvait pas aller trop loin et surtout qu'engager l'épreuve de forces en Catalogne, avec toute la part de « bavures » que cela comporterait, quarante huit heures après l'assassinat de Jesus Maria Zabala à Fuenterrabia pourrait être l'étincelle de trop. Une solution de compromis est donc intervenue vendredi : le rassemblement a été autorisé à 15 kms de Barcelone, dans un petit village difficile d'accès, San Boi du Llobregat.

Il ne restait que vingt-quatre heures tout au plus pour préparer la manifestation. Tous les groupes mirent les bouchées doubles et les militants firent des nuits blanches, occupés au « pintadas », le bombage des murs de Barcelone. Avec toujours le jeu épuisant du cache-cache avec les jeeps de la police qui quadrillent plus que jamais la ville. Les conditions de diffusion du matériel varient d'une rue à l'autre. Vendredi soir, place de Catalogne, c'est d'un toit anonyme que pleuvent à l'heure du « paseo » (la promenade du soir) les tracts. Quelques dizaines de mètres plus bas, sur les « ramblas », un groupe de militants distribue à la ronde les auto-collants.

23 000 mètres de tissu

Samedi matin, sous le soleil, Barcelone chatoie : pas une rue, presque pas un immeuble, sans qu'à un, deux ou trois balcons resplendissent les bardes pourpres et or des « senyeras », les drapeaux catalans. La consigne a été massivement suivie ; et les stocks dévalisés : 23 000 mètre de drapeaux ont été vendus en quelques jours.

Du côté du gouverneur, on joue d'autres cartes pour réduire en profondeur l'impact de la journée. Sous couvert de « libéralisme », la retransmission du rassemblement sera effectuée sur les ondes de la radio régionale. Mais l'empressement suspect, à annoncer partout, à grands renforts de publicité, cette retransmission, laisse pointer d'autres desseins : tous les gens qui seront chez eux à écouter la radio ne seront pas à San Boi ce soir. Procès d'intention ? Loin de là, surtout si l'on juge les mesures d'intimidation mises en œuvre pour convaincre les gens de bien rester chez eux. Dès la matinée de samedi, sillonnent en tous sens dans la ville de Barcelone, des convois de gardes civiles, de « grises », de brigades anti-émeutes, quelquefois la sirène grande ouverte.

Les deux 11 septembre

C'est pourtant une foule nombreuse, souvent jeune, qui se concentre place d'Espagne, au départ des trains et des cars. Toutes les cinq secondes, un car bondé part, « senyeras » claquant au vent. Plusieurs kilomètres avant d'arriver à San Boi, les files de voitures stationnées s'étalent le long de la route, dans les champs. Bientôt la place de la Catalogne de San Boi est bondée, noire de monde. Les cortèges s'étalent dans les rues avoisinantes. L'ORT, l'organisation communiste Bandera Roja, le PSUC et la LCR-Eta VI (1) sont regroupés derrière leurs banderoles. Tout en haut d'un

des immeubles qui entourent la place envahie par la foule, pend le calicot d'un groupe de la Ligue Communiste (1) du Vallet. Le reste des banderoles représente surtout les associations de voisins, les groupes syndicaux, les commifsins ouvrières. La coordination des femmes est là, elle aussi : *«La libération de la femme doit se faire en même temps que la libération de la Catalogne».*

Dans l'ensemble, les cortèges proprement ouvriers sont peu nombreux, sauf ceux des boîtes en lutte, comme Motor Iberican ou le groupe des licenciés de la SEAT. La raison est aisée à comprendre : alors que le PSUC et les organisations ouvrières sont très largement majoritaires à l'assemblée de Catalogne, aucun des trois orateurs prévus n'est un ouvrier, ni le représentant d'une organisation ouvrière.

Une minute de silence est observée au début de la manifestation en souvenir de Jesus Maria Zabala, le jeune ouvrier basque tué mercredi et des autres victimes du juan-carlisme. Puis éclate *« A bas la monarchie assassine », « Vittoria, frères, nous n'oublierons pas ! ».*

Que dire des trois discours ? Rien sinon qu'ils étaient en complet décalage avec le sentiment de l'assistance : grandiloquents et démagogues, ou mesurés et politiciens. Les manifestants ne s'animaient que pour des bribes de mots, perdus dans le flot des paroles : l'amnistie totale, le statut de 1932 qui fit vibrer les rangs du PSUC ou l'auto-détermination, mot d'ordre repris avec force par certains cortèges révolutionnaires. C'est une véritable ovation qui a accueilli un message du Parti socialiste chilien qui rappelait cet autre 11 septembre terrible.

C'est paradoxalement après la fin officielle du rassemblement, après qu'ait été chanté *« el sechador »* (le faucheur), l'hymne national catalan, qu'aura lieu la véritable manifestation. Un long cortège s'engouffre derrière les banderoles révolutionnaires dans les ruelles ombreuses de San Boi, pour rejoindre la gare distante de deux kms. Du cortège fusent de nombreux mots d'ordre : *« Amnistie totale ! », « Catalogne socialiste »...* Avec une dimension de fête aussi ; dans ce village qui nous offrait ces rues pour quelques instants : un petit orchestre, type fanfare des beaux arts, joue quelques sardanes. L'espace d'un moment, le cortège devient monome. Des *« grosses têtes »* de carton pâte, qui dansent et sautillent, achèvent l'illusion. Soudain nous débouchons devant la caserne des gardes civils. Une vingtaine de bicornes sont sortis. La musique s'arrête, le cortège s'immobilise. Tous les regards se tournent vers la vingtaine de coléoptères verts et noirs, venimeux et incongrus. Alors, droit dans les yeux, tout doucement au début puis s'enflant, la fanfare a martelé le rythme célèbre des Quilapayun. Le cri s'est élevé *« el pueblo, unido, jamas sera vencido »* puis nous sommes repartis, lentement« Nous avions pris date avec les insectes.

Michel Rovère

(1) ORT : Organisation révolutionnaire des travailleurs, maoiste
PSUC : Parti Socialiste d'Unité Catalane, PC catalan
LCR-ETA VI : Ligue Communiste Révolutionnaire-ETA (VI), organisation sympathisante de la IVe Internationale
Ligue Communiste : Organisation sympathisante de la IVe Internationale

PAYS BASQUE

Vers la grève générale

Les manifestations de deuil et les protestations contre la mort du jeune basque, Jesus Marie Zabala, ne cessent de s'amplifier. Samedi, son enterrement, massivement suivi, a donné lieu à de nouvelles violences policières. La grève s'étend dans toutes les provinces basques et pourrait déboucher sur une grève générale d'Euzkadi ce lundi.

18 conseils municipaux de la province de Guipuzcoa ont signé un communiqué condamnant l'action des forces de l'ordre à Fontarrabie. Le comité de direction du festival international de San Sebastien a annulé en signe de deuil la séance de gala inaugural. A Vittoria, plusieurs dizaines de travailleurs et d'étudiants se sont enfermés dans l'église de Saint François d'Assises, tristement célèbre pour le massacre perpétré le 3 mars dernier par les gardes civils.

Vendredi, à Fontarrabie, le deuil fut encore plus suivi que la veille. Tous les établissements publics, les cafés, les maisons individuelles étaient fermés, portes et volets clos. Dans tout le quartier de la Marina, chaque fenêtre était ornée d'un drap blanc barré d'un crêpe noir.

Toute la journée, la foule énorme et sombre défila devant l'endroit où Jesus Maria était tombé. Aux fleurs et aux bougies allumées se mêlaient les insignes basques et les affichettes représentant l'iturrina. Toute la journée, la grève se poursuivit, totale à Fontarrabie, Irun, Rennt. La grève s'est également étendue en Navarre.

Les 1500 ouvriers de l'usine luzuriaga, sont descendus dans les rues. A Pampelune, après une minute de silence, la grève pour le lundi 13 fut votée à l'unanimité. La même décision a été prise par les 12 000 grévistes des usines de la rive gauche du Nervion en Biscaye. Les ouvriers des hauts fourneaux, des chantiers navals, de la Générale Electrique, de Babcock-Wilcox ont défilé vendredi en manifestation. C'est bien vers une grève générale du Guipuscoa, de la Biscaye et de la Navarre que pourrait évoluer, aujourd'hui lundi, la situation.

GRANDE BRETAGNE

LES MARINS SUSPENDENT LEUR MOT D'ORDRE DE GREVE GENERALE

Ils maintiennent leurs revendications qui représentent une brèche dans le contrat social

Après une discussion marathon de 12 heures entre les syndicalistes de la marine marchande et la direction du Trade Union Congress, Jim Slater, dirigeant du NUS (syndicat de la marine) annonçait samedi à trois heures du matin qu'il suspendait l'appel à la grève générale de la marine britannique.

Il le suspendait pour 15 jours : le temps de trouver un moyen de satisfaire les revendications auxquelles les marins ne renoncent pas, sans remettre en cause le « contrat social ». 15 jours d'attente, donc.

Ceux-ci exigeaient une augmentation de salaire de 6 livres (50 f) par semaine, avec effet rétroactif à juillet dernier.

« Voulez-vous détruire votre syndicat, la marine marchande britannique et le gouvernement britannique ? » demanda Jack Jones (dirigeant du puissant syndicat des transports) aux marins en colère. Sa question a au moins le mérite de préciser les préoccupations de la bureaucratie syndicale et de souligner son esprit collaborationniste.

Si les dirigeants du NUS ont reculé sous ces feux croisés, ils n'ont pas abandonner le principe d'une grève. Ils savent qu'ils ont derrière eux une puissante combativité. Mardi dernier, avant même le vote de la grève par la direction du syndicat, les marins de Felixstove cessaient le travail. Quand l'Oriana, le quatrième plus gros paquebot du monde, arriva à Southampton, on pouvait voir une énorme banderole suspendue sur son flanc par les marins : **« Les marins veulent un bon accord ».** Avant de laisser les passagers débarquer, les matelots descendirent la passerelle en manifestation et traversèrent le port avec des banderoles réclamant la grève e refusant la suspension de 15 jours.

C'est cette combativité menaçante qui a obligé la direction du TUC d'accepter de prendre en considération les revendications des marins. Ceux-ci on dit : si on ne peut avoir une hausse de six livres, nous voulons une amélioration des primes pour déplacement à l'étranger, de la retraite et de différentes primes qui reviennent à un équivalent de 6 livres. Cela reviendrait en fait à « contourner » le blocage des salaires imposé par le contrat social.

Les dirigeants du Trade Union Congress sont bien conscients que si les marins obtiennent une augmentation par ce moyen détourné cela détruirait d'une part la crédibilité de leur politique salariale et, d'autre part, cela ouvrirait une brèche dans laquelle risqueraient fort de s'engouffrer les revendications des autres secteurs de l'industrie. L'enjeu des discussions qui s'ouvrent aujourd'hui au siège du TUC est donc de taille et on peut s'attendre à ce que les dirigeants syndicaux nationaux fassent toutes sortes de pressions sur les marins pour les faire reculer. Mais il apparait aussi probable que la combativité des marins ne se laissera pas briser facilement. Les dirigeants du NUS ont déjà averti qu'il fallait s'attendre à des mouvements de grève sauvage dans les jours à venir.

Anna Libera

politique

CORSE

ARRESTATIONS EN CHAINE

Le secrétaire fédéral du PSU arrêté
Plus de cent personnes interpellées au total

Une nouvelle rafle de la police en Corse a fait trois nouvelles victimes. Parim elles, le secrétaire fédéral du PSU corse, Antoine Muratti, qui, après avoir été transféré à Marseille a été inculpé d'infraction à la loi anti-casseurs poru la seule et unique raison qu'il était porte-parole du Comité Anti-Répression, organisateur de la manifestation de mardi.

Semaine après semaine, les flics tâtent le terrain, afin de savoir s'ils pourront s'enfoncer un peu plus loin dans la répression. Jusqu'à dimanche, ils n'avaient frappé que le milieu autonomiste. Devant le manque de réaction, ils s'en sont pris à Antoine Muratti, représentant du PSU en Corse, personnalité connue dans le monde syndical et politique. En effet, Muratti, 61 ans, a participé à la construction d'une CFDT combattive, détachée à jamais du clan bonapartiste d'Ajaccio. En s'en prenant à lui, la répression s'est attaquée aux travailleurs qui, refusant tout compromis de classe, reconnaissaient la réalité d'un Peuple Corse.

La faiblesse des uns...

Jusqu'à ce jour, aucun mouvement n'a voulu prendre la responsabilité d'appeler à une riposte de rue. « Au moindre incident, nous courons au Mai 68 », nous disait hier un journaliste local. Aussi outrancière qu'elle soit, cette remarque reflète bien l'état d'esprit des dirigeants autonomistes. Mais, il faut être conscient que la faiblesse des uns fait la force de l'adversaire. L'on s'achemine lentement vers un écrasement progressif de l'autonomisme si aucune réaction ne se fait jour d'ici peu. Il faut obliger le pouvoir à libérer Muratti et tous les emprisonnés politiques corses.

G.P.

Avant l'arrestation du secrétaire fédéral du PSU, Dominique Alfonsi, président du Parti du Peuple Corse pour l'Autonomie (PPCA) avait été appréhendé.

Deux nouveaux attentats en Corse.

Dimanche, un attentat non signé a partiellement détruit le domicile de M. Sebastiani à La Porta. Un peu auparavant, cinq hommes masqués avaient détruit au plastic deux appartements de Cargèse.

Communiqué du PSU

Poursuivant son escalade dans la répression contre le Peuple Corse, le gouvernement vient de procéder à de nouvelles arrestation dans l'île. Parmi les nombreux militants arrêtés, Antoire Muratti, secrétaire fédéral du PSU Corse (...).

Non content de ne résoudre aucun des problèmes économiques et politiques que la Corse connaît, le gouvernement emprisonne des militants qui n'ont d'autres torts que les traduire les justes aspirations de leur peuple. Une situation à l'irlandaise est ainsi délibérément créée par l'Elysée et son gouvernement. Le PSU appelle tous ses militants (...) à réaliser avec les organisations ouvrières et les minorités nationales une protestation de masse. (...) Le peuple corse doit recouvrer la maîtrise de son destin. Nous ferons tous nos efforts pour qu'il y parvienne.

Réunion du Comité Directeur du Parti Socialiste

HORIZON : LES MUNICIPALES

Le comité directeur du Parti Socialiste s'est réuni samedi pour examiner la situation politique à la rentrée. Estimant que le remaniement ministériel « *constitue un aveu d'échec de la politique menée par le pouvoir, depuis l'élection présidentielle de 1974* », les dirigeants socialistes déclarent notamment, dans le communiqué publié à l'issue de leurs travaux : « *Face à la politique du pouvoir qui demeure et demeurera inchangée sur le fond, il ne s'agit pas d'additionner des mécontentements, mais de dégager clairement les cuases profondes de la crise et de convaincre les citoyens d'apporter leur concours aux solutions que propose la gauche, et, en premier, aux réformes de structure définies dans le programme commun. Les difficultés économiques ne seront pas surmontées sans le concours des travailleurs* ».

La condition première

Dans l'immédiat, le comité directeur se déclare favorable à ce que *l'ensemble des forces de gauche, syndicales et politiques, prennent des initiatives communes qui permettront de développer rapidement une action massive et unitaire.* » Mais, en même temps, et François Mitterand l'a longuement souligné dans son intervention, « *le Parti Socialiste entend développer ses propositions. Devenu premier parti de France, il mettra tout en œuvre pour poursuivre sa progression qui est la condition première de la victoire de la gauche unies* ».

La direction du P.S. a, d'autre part, examiné l'état des négociations pour la préparation des élections municipales. Dans la grande majorité des cas, les fédérations départementales socialiste et communiste seraient sur le point d'arriver à des accords pour la désignation des candidats. Mais les « exceptions à la règle de l'union » seraient nombreuses dans les villes de moins de 30 000 habitants.

Une réunion à huis clos, dimanche après-midi, de l'ensemble des secrétaires fédéraux socialistes devait permettre d'examiner la question dans le détail.

Enfin, le comité directeur a débattu des projets du parti, concernant l'Education Nationale.

P.J.

• Jacques Delors : « La politique des revenus est bien utile »

Dans un article publié par *Le Point*, ce matin, Jacques Delors, responsable des questions économiques au parti socialiste, estime que « la politique des revenus est bien utile, combinée avec le recours savemment dosé aux autres grosses pièces de l'arsenal économique ». « L'équation idéale, ajoute-t-il, n'est vérifiée que dans deux pays, la Suède et l'Autriche, là, où règne une sorte de régle du jeu, qui n'efface d'ailleurs pas les divergences et les conflits, fondée sur de solides traditions de négociations entre ls groupes sociaux ».

Lefebvre reçu par le Pape

Mgr Lefebvre, l'évêque schismatique a enfin été reçu par le St Père. « *Je n'espérais pas vraiment obtenir cette audience* » a minaudé Monseigneur aux journalistes. L'entrevue avec Paul VI avait été négociée par de nombreuses personnalités traditionnalistes, dont l'écrivain Michel de Saint Pierre, spécialiste de cagotteries en tous genre. D'après les déclarations de Mgr Lefebvre, l'image d'un schisme au sein de la très sainte Eglise catholique se serait éloignée. « *Le Papa m'a parlé comme un père parle à son fils* ». Un fils prodigue bien entendu. Et comment pouvait-il en être autrement ? Mgr Lefebvre prétend que le communisme est œuvre de Satan. Paul VI a excommunié tous les catholiques qui se présentaient sur une liste communiste lors des denières élections italiennes. Un terrain d'entente était donc possible. Mgr Lefebvre mettra un peu d'eau dans son vin de messe et reconnaîtra la toute puissance du Pape. Le Pape de son côté cédera des miettes aux pratiquants traditionnalistes. Et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Colloque sur la justice à Nanterre

On critique la forme, on garde le fond

Jeudi, vendredi, et samedi derniers, l'Association Nationale des Avocats de France, organisait à Nanterre un colloque sur la justice réunissant des avocats, des magistrats, des professeurs et autres « sommités » du droit. Dans le bulletin de présentation, ce colloque est mis en parallèle avec les entretiens de Bichat sur la médecine. Le but : réunir les plus grands juristes afin de se retrouver et de discuter des grands problèmes du droit. Cette année, au programme : le rôle du juge dans la société moderne, les neufs mois d'application de la nouvelle loi sur le divorce, les orientations nouvelles du droit criminel. La participation au colloque coûte 250 F, les rapports ronéotés, 15 F pièce et la soirée à l'hôtel Royal-Monceau, « tenue sombre exigée », 125 F ! Ça a des airs de Rotary Club.

La journée du jeudi était consacrée au rôle du juge dans la société moderne. Après une allocution du professeur Perrot (un long bavardage entrecoupé de débats), les éminents spectateurs prirent position. Ce fut l'occasion, lorsqu'on aborda « le juge et l'opinion », de violentes attaques contre la presse.

On lui reprocha de se livrer à ses propres enquêtes et d'en donner les éléments avant les procès, ce qui serait « *une manipulation de l'opinion et une pression sur la sérénité du corps judiciaire.* » De là, le pas était facile à franchir. Et il le fut : la création d'un ordre de journalistes avec une déontologie de la profession a été suggérée. Autre proposition : l'information en matière juridique serait donnée par les juges d'instruction à partir de leurs propres enquêtes.

Au moment où l'on assiste à une formidable poussée pour centraliser fabrication et diffusion de l'information en quelques trusts qui veulent, parfois ouvertement, mettre la presse d'opinion à genoux, il est grave, mais significatif, que certains essayent de limiter la recherche même et la diffusion aux journalistes de l'information. Alors qu'il serait par contre intéressant, dans un régime où l'on parle constamment et officiellement d'information libre, sans restrictions, de donner le libre accès aux journalistes aux minutes des interrogatoires sur le fond.

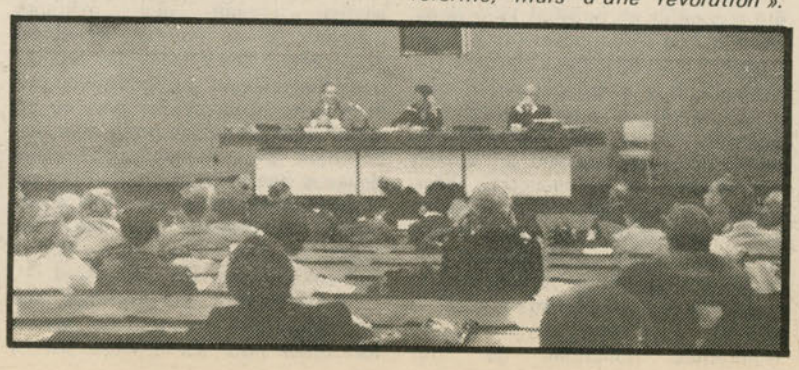
Vendredi, les débats tournaient autour du thème « neuf mois d'application du nouveau divorce ». On y constata que, contrairement aux craintes de certains, il n'y avait pas de recrudescence des demandes en divorces, mais au contraire une légère diminution. Ce qui n'empêcha pas certains participants, comme le professeur Bouloc d'estimer que la loi « libéralisant » le divorce a sanctionné l'acceptation par le législateur de la « dégradation des mœurs ».

Samedi, ce furent les « orientations nouvelles du droit criminel », à partir d'un rapport du même professeur Bouloc. Il s'attacha essentiellement à étudier les conséquences de la loi du 11 juillet 75, élaborée après les révoltes des prisonniers de l'été précédent. Cette loi prévoit notamment la possibilité d'énoncer comme sanction principale d'autres peines qu'une peine d'emprisonnement (retrait du permis de conduire, du permis d'entreprendre, etc.). Elle prévoit aussi le report du prononcé de la peine ce qui revient à une sorte de procès avec sursis, dont l'action peut s'éteindre si le dommage est réparé entre temps. Il va sans dire que ce genre de décision n'est que très rarement appliqué.

Au cours des débats, un avocat expliqua que « *cette réforme n'est qu'apparemment plus humaine ; en fait, elle n'est pas accompagnée des droits de la défense. Il y a danger qu'on s'oriente vers une jutice en blouse blanche* ».

Il en est d'autres, par contre, pour trouver cette loi trop hardie. Ainsi, un avocat de l'ANA : « *Nous ne sommes pas en présence d'une réforme, mais d'une révolution* ». « *Le principe de l'égalité devant la loi est désormais aboli* » ajoute-t-il. Mais, de toute façon, qui nous fera croire qu'entre un fils à papa et un fils d'ouvrier, la loi est la même ? Il n'y avait guère qu'à ce colloque que l'on pouvait entretenir ce genre d'illusions. On était bien loin des préoccupations du Syndicat de la Magistrature.

Jean-Gilbert du Cap



A la recherche d'un job

Nanterre sous un ciel d'orage. La fac est plus grise que jamais. C'est là que le colloque se déroule. Il est 13 heures, j'arrive quand ces Messieurs-Dames sortent pour aller manger. A côté de moi, une jeune femme chope le bras d'un monsieur aux tempes argentées qui, le matin, en prenant la parole, avait précisé sa qualité de bâtonnier, le petit malin. « *Dites, M.X, je suis Melle Y, avocate à Nice. Je ne réussis absolument pas à trouver une place dans un cabinet, vous ne pourriez pas me donner un petit tuyau ?* » (Ce qui est une façon protocolaire de dire que l'on recherche un patron). Bien sûr, grand sourire à l'appui. « *Tenez, demandez à mon collaborateur, le monsieur qui est tout seul dans un coin là-bas.* » Sympa le mec.

Il paraît que ce procédé est monnaie courante dans ces réunions. Quelques centaines de francs pour trouver un bureau où se lancer, c'est pas très cher.

J.G. du C.

Affaire De Vathaire

L'ENLISEMENT CONTRÔLÉ

Dassault : « Je ne crains rien »

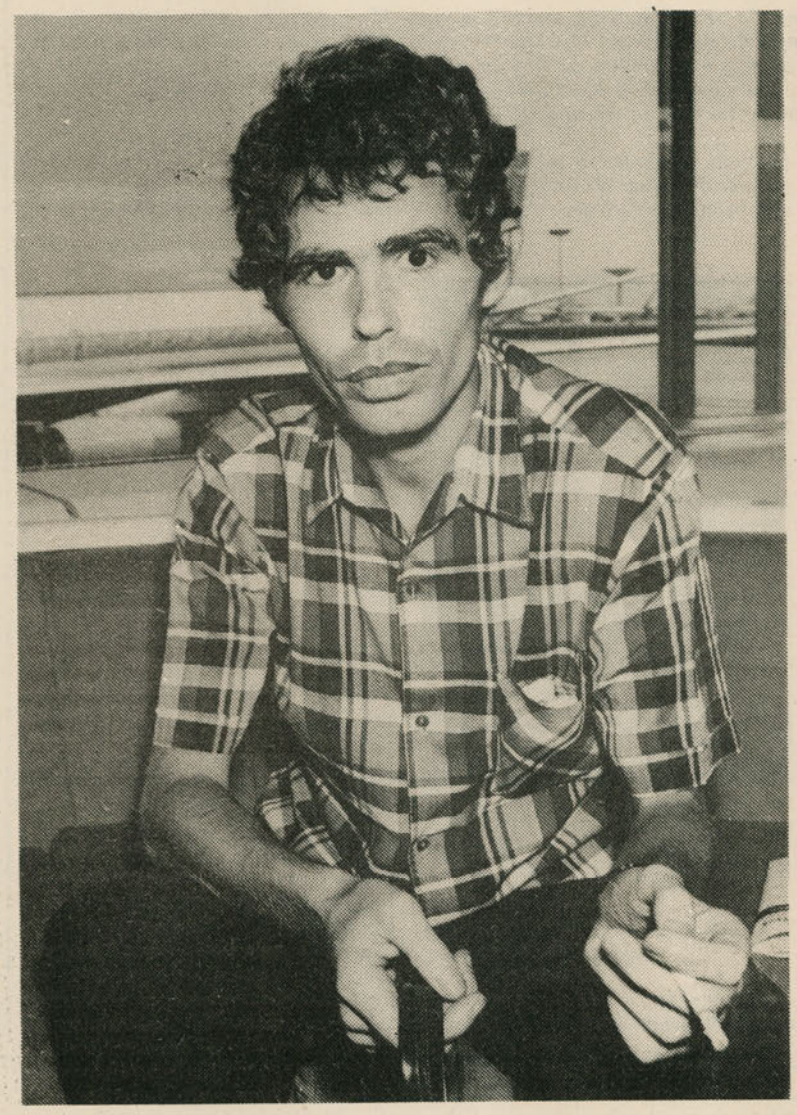
L'hebdomadaire « Le Point », dans son numéro de ce matin, revient sur l'affaire de Vathaire en affirmant que celui-ci accuse Dassaultd'avoir fraudé el fisc « avec la complicité de fonctionnaires qu'il met nommément en cause ». Le contenu du dossier en approterait la preuve.

Cette accusation a provoqué immédiatement une réaction de Dassault qui, dans un interview à RTL, a ingénuement déclaré : « Des hauts fonctionnaires des finances, je n'en connais pas. Je ne sais pas de quoi ils parlent au juste ».

« Qu'est-ce que vous voulez que je craigne ? », a-t-il déclaré en conclusion.

Après ces déclarations et le retour du comptable fugitif, on attend avec impatience les premiers résultats de l'enquête dont est chargé le juge d'instruction Joly.

Il n'est pas sûr qu'il aura les coudées franches, le juge. Beaucoup de choses se sont faites en dehors de lui, à commencer par le retour de son « client » qui, après le Journal du Dimanche, *aurait été arrangé par Dassault lui-même en échange du mutisme du fugitif, sinon sur le contenu du fameux dossier, du moins sur sa signification réelle. Ce qui expliquerait la belle assurance de l'avionneur il y a quelques jours à la télévision.*



Jean Kay

THE CUBAN CONNECTION

L'ombre des réseaux de Foccart

Il est maintenant incontestable que dans l'affaire De Vathaire, l'enquête effectuée, sur la double disparition de 800 millions et d'un dossier « ultra sensible » (le troisième « disparu », le directeur des services comptables de la firme Dassault, vient juste d'être « retrouvé ») non seulement s'oriente vers les milieux d'extrême-droite du type PFN ou GAJ, mais menace des réseaux bien implantés qui ont transformés l'Afrique Noir francophone en chasse gardée des milieux d'affaires français.

Dans ce cas précis, ce fut le pire qui arriva et l'opération montée en novembre 75 par le *« colonel Bob »* sur les instructions directes de notre vieille connaissance Morichot-Beaupré, homme lige de Jacques Foccart, connu un échec sanglant. Leurs mercenaires furent taillés en pièces par les forces du MPLA. Pour cette fois, Jean Kay avait eu le nez creux et avait refusé de participer à l'opération, sur le terrain tout au moins. Malgré le rattachement de l'enclave de Cabinda à l'Angola, les hommes de Foccart continuèrent à suivre le dossier et c'est ainsi, qu'au printemps de 1976, germa une idée qualifiée de géniale... par ses promoteurs : opposer en Angola des Cubains à d'autres Cubains, lancer les réfugiés anti-castristes dans la bagarre, bref, puiser dans un réservoir de mercenaires largement disponibles depuis l'échec sanglant de la Baie des Cochons.

Des contacts furent pris avec *Eloy Gutierrez*, chef de *l'Organizacion Révolutionaria Alpha 66* et président du *Cuban Representation of Exiles* (POB 1898, Miami, Florida 33101), ainsi qu'avec *Aldo Rosado, Henry Aguero* et les frères *Minguillon*, animateurs des *Comandos Libres Nacionalistas* (POB 1266, Miami, Florida 33134, tel (305) 858 64 49, telex 51-9423).

Ces contacts sont à rapprocher du voyage effectué précisément à Miami par Jean Kay et Hervé de Vathaire. D'autres négociations eurent lieu en avril et mai 1976 dans les locaux d'une société de services 6 rue Pierre-Fatio, à Genève. Notons que la Suisse est également la direction prise par les deux disparus et leurs amies après la réunion le 7 juillet au soir, dans un grand hôtel de Divonne-les-Bains, station réputée pour être un maillon essentiel des réseaux financiers barbouzards. (1)

Quoi qu'il en soit, en juin 1976 le recrutement des mercenaires battait son plein à Paris. A quelques dizaines de mètres de l'Opéra, un bar américain de la rue de Hanovre voyait tous les soir d'intéressants conciliabules et des échanges de photos, de passeports et de liasses épaisses. Derrière les petits vitraux cathédrales de la facade, plus d'un mercenaire a signé son contrat. Un rabatteur était installé, lui, au Quartier-Latin, au *« Saint Séverin » dans la rue de même nom, où il officait tous les soirs de 21 heures à 24 heures. Sa tâche était double : sonder les éventuels candidats et acheter leurs passeports aux touristes démunis des arguments sonnants et trébuchants dont il était lui, fort prodigue.*

Des plangeurs de combat

Il est intéressant de noter, que sergents recruteurs qui officaient dans les deux établissements précités (2), s'éfforcaient de recruter soit d'anciens plongeurs de combat, soit des amateur de plongée sous-marine. Or, dans la propriété du Cantal, près d'Aurillac, il y avait un lac où s'entrainaient des hommes-grenouilles et de mystèrieux commandos auxquels Jean Kay et Jacques Prévost rendirent de nombreuses visites. Selon un de nos informateurs, « en délicatesse » avec ses anciens patrons, ces commandos et ces plongeurs de combat se verraient assigner comme cibles des installations pétrolières « off-shore », c'est à dire des installations sur plate formes marines. Au large des côtes africaines ?

Une chose est certaine : le recrutement, la sélection et l'entrainement de ce genre de spécialistes, et de mercenaires en général, coûte fort cher, sans parler des soldes et des primes à verser, des assurances à constituer, etc. Pour cela, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. Si pour l'instant 365 millions (anciens) ont été récupérés en octobre 1975 dans l'escoquerie Phonogram (4) et 800 viennent de l'être dans l'affaire De Vathaire, il y a gros à parier, que l'exploitation du « super dossier », transmis par le chef des services comptables de Dassault à l'ancien mercenaire, sera beaucoup plus juteux. A la merci d'un énorme scandale politico-financienr, nombre de « gros bonnets » dénouront leur escarcelle. Si nous employons le terme de « gors bonnets » c'est à dessein, car une demi-douzaine d'hommes politiques de tout premier plan ont dans notre douce France les mains bien blanches, blanches d'héroïne (1)... et ceux là, seront particulièrement généreux. Comment pourraient-ils faire autrement ?

Une surprenante clémence

Le tardif lancement du mandat d'arrêt international contre Jean Kay, l'absence de tout mandat contre De Vathaire avant qu'il ne vienne se livrer ne pouvent que laisser rêveur. De même, le retrait de la plainte par Marcel Dassault est pour le moins curieux. Il y a vraiment des arrestations que l'on ne paraissait guère tenir à effectuer. Celle de Jean Prévost (5) par exemple, que l'on voit bien souvent - en compagnie de Jean Kay - mais à qui l'on ne passe guère les menottes.

Derrière toute cette opération, et d'autres du même type, on voit s'élaborer pièce par pièce une très efficace organisation d'extrême-droite qui sélectionne des spécialistes, envoie des militants s'aguérir (6) au combat, et utilise pour remplir ses caisses des techniques qui relèvent du banditisme pur et simple. Nous avions déjà eu un avant-goût de la méthode avec les hommes de Jean Jacques Susini devenus des spécialistes du hold-up et condamnés en janvier 1974 à des peines de principe par une cour d'Assises des Bouches-du-Rhône particulièrement compréhensive.

Dans l'esprit des hommes, qui les téléguident ces hommes seront fort utiles pour servir leurs basses œuvres, remplir les stades ou les cimetières, d'où l'impunité dont ils bénéficient et qui ne fera que s'accroître avec la montée de la pression populaire. Nos dirigeants veulent déjeuner avec le diable... ils risquent de s'apercevoir un beau matin que leur cuillère était trop courte.

Patrice Chairoff

1) Voir à ce sujet « D... comme Drogue », « B... comme Barbouzes » et « A... comme Armes », aux éditions Alain Moreau.

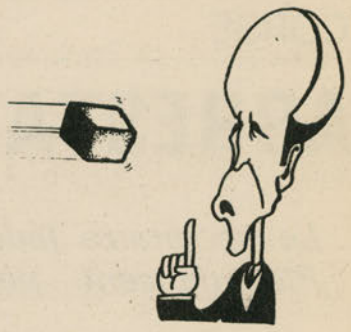
2) Le bar américain dont il est question est situé presqu'en face de l'immeuble du 9 rue de Hanovre qui abrita, qui abrite, nombre de sociétés barbouzardes inféodées aux réseaux Foccart.

3) La propriété en question fut perquisitionné quelqus jours après la découverte de Hazan « rapté ». La police en aurait découvert l'adresse dans le pantalon d'un des frères Pech, impliqués dans l'enlèvement de M. Hazan. Un matériel considérable de plongée sous-marine fut saisi, matériel loué à Prévost par une société spécialisée... où travaillait Jean Kay.

4) Il s'agit d'une escroquerie antérieure à l'enlèvement d'Hazan, directeur de la société Phomogram. Si officiellement rien n'ai été révélé, il est permis de penser qu'elle est en relation étroite avec l'enlèvement du directeur.

5) Un des responsables de l'enlèvement Hazan. En fuite, toute relative d'ailleurs puisqu'il a été vu à plusieurs reprises en France, sans que la police daigne s'en émouvoir.

6) Par exemple le GAJ (Groupe Action Jeunesse) a envoyé au moins deux douzaines de militants se battre au Liban au sein des Phalanges de Pierre Gemayel. Le GAJ organise ce mois-ci une réunion à la mémoire de l'un de ces « paladins de l'Occident chrétien » Stéphane Zanetacci, tué à Beyrouth.



notes politiques

L'austérité et les sondages d'opinion.

Comme d'habitude, lorsque le gouvernement se voit en face de choix difficiles ou de mesures impopulaires, on fait donner les sondages, question de se faire une idée des réactions prévisibles et de conditionner un peu cette fameuse opinion. Les sondages sur les mesures ud «Plan Barre» n'échappent pas à la règle. Le moins qu'on puisse dire c'est que ses résultats en sont confus ou contradictoires.

Selon le sondage Express Sofres, un tiers seulement des personnes interrogées estiment que les mesures en préparation seront efficces pour juguler l'inflation. Alors que pour Le Point- Ifop, 44% sont confaints dans les capacités de R. Barre.

A la question, fort habile , posée par la SOFRES« «etes vous prets à accepter des sacrifices», 79% estiment que c'est aux autres catégories de payer.

Da,s le sondage Ifop en revanche, les personnes interrogées font preuve de plus de «compréhension». 49% sont favorables à un blocage des revenus, 80% accepteraient le gel des salaires de plus de 7 000 francs, et 58% un impôt modéré sur le capital.

Un gouvernement de la gauche serait-il plus à même de résoudre les difficultés ? Autant de réponses favorables à la gauche qu'à l'actuelle majorité, alors que 44% déclarent que ça ne changera rien.

Quatrième procès contre la vente de France-Soir

Ce ne sera jamais que la quatrième, mais gageons qu'elle ne fera plaisir ni à Hersant, ni à Winkler. L'Union des Fondateurs et Collaborateurs de France- Soir (UFC) vient en effet d'entamer une procédure conte la vente du journal, avec le soutien de l'intersyndicale des journalistes et de la société des rédacteurs.

Cette fois c'est la FEP, l'ancienne propriétaire du journal avant Presse-Alliance, propriétaire actuel, qui est visée.

L'UFC avait déjà demandé judicairement l'annulation de la vente. Mais ce procès prendra du temps. Aussi pour que l'actif du journal, (Notamment ses immeubles qui devaient être vendus avant le 30 septembre) ne soit pas dispersé avant la décision de fond, l'UFC demande la nomination d'un administrateur et d'un contrôleur de gestion de France-Soir.

Ce procès d'urgence doit être jugé jeudi prochain à 11 heures.

social

Réunion pendant deux jours à Besançon

La coordination des luttes sur l'emploi s'élargit à de nouvelles entreprises

Un bilan positif

Deux journées de discussions et d'échanges d'expériences, une athmosphère de travail, les représentants de neuf entreprises occupées en lutte pour l'enmploi se sont réunis vendredi et samedi à Besançon.

Une dizaine d'entreprises représentées, alors que soixante convocations avaient été envoyées et que le nombre total d'usines aujourd'hui occupées dépasse les 200. La deuxième réunion de la « coordination des luttes» sur l'emploi » a-t-elle été un échec ?

Il est certain, que beaucoup s'attendaient à voir plu s de délégations arriver à Palente. Mais cette attente reposait souvent sur pas mal d'illusions. Titrer par exemple, comme l'a fait Libération la veille dela réunion, « 90" *délégations d'usines occupées à Besa nçon* » c'était un peu vendre la peau de l'ours. C'était surtout faire preuve de pas mal d'aveuglement sur la situation politique et de pas mal d'irresponsabilité vis-à-vis des Lips et des participants à la coordination.

Il faut au contraire dire clairement, que dans les conditions concrètes où elle avait été convoquée, le bilan est largement positif :

• la première victoire en effet, c'est tout simplement que cette réun on ait eu lieu. Mitraillée publiquement (et de quelle façon !) par la direction de la CFDT, boycottée par la direction CGT qui multipliait les attaques contre la CFDT-Lip, le coordination s'est maintenue malgré tout, et a continué son travail. Malgré les dénonciations et les calomnies, malgré l'isolement et les difficultés de leur lutte, les militants qui l'avaient mise sur pied n'ont pas lâché prise.

• La deuxième chose à souligner, c'est que, depuis les vacances, la coordination s'est élargie. Certes on aurait pu raisonna blement s'attendre à voir venir cinq ou six délégations de plus à la Palente. Mais l'acquis de la réunion est d'ores et déjà tangible : des représentants d'entreprises en lutte sur l'emploi parmi les plus significatives ont rejoint la coordination ; ceux de la SCPC (Clermont), ceux de Sud-Acier (Toulon), ceux de Rehault (Fougères), ce qui étend le champ des régions où la coordination est présente.

• Enfin, il faut noter qu'il y avait autant de section syndicales CGT que CFDT. A l'heure où les directions confédérales abordent la rentrée sous le signe de la division, et des polémiques stériles qui font diversion par rapport aux tâches de la rentrée, c'est une démonstration concrète de la façon dont l'unité peut se réaliser d ans la lutte, sans sectarise.

F.L.

• Rehault, Sud Acier, la SCPC représentées pour la première fois à Palente

• Autant de délégations CGT que CFDT

En arrivant à Lip, c'était d'abord des retrouvailles. Car les délégations syndicales qui fanchissaient la prte d'entrée de l'usine, vendredi dernier, n'arrivaient pas en terrain inconnu. Depuis le premier mai à Griffet jusqu'à la réunion officielle de juin à Lip, la plupart des boîtes avaient déjà fait connaissance. C'était le cas de Lip, l'Idéal-Standa rd, de Caron-Ozanne. Quelques camarades, absents lors de la première reunion, avaient décidé de faire le voyage : Réhault, l'IMRO. Des entreprises mises en liquidation depuis peu de temps avaient également répondu à l'invitation des Lip. C'était le cas de Sud-acier et de la SCPC. Dernière du lot, on notait la présence de l'usine d'horlogerie du Haut-Doubs : Relliac, représenté par sa se ction syndicale CFDT, seule centrale présente dans la boîte. Sa mise en liquidation date de moins d'un mois et elle a décidé de rejoindre la coordination.

La présence de ces nelles entreprises était très appréciée. Mais chacun regrettait l'absence de la CIP et Desombres. Ces deux usines textiles du Nord et de Pas-de-Calais étaient pourtant présentes lors d'une précédente réunion. Les camarades cédétistes ont renoncé à venir. Mais, tout en s'interrogant sur la coordination, ils ont néanmoins tenu à renouveler leur solidarité et leur venue à Lip cette semaine.

Un souci de clarté

La première coordination avait été marquée, au départ, par une certaine ambiguïté. Certains camarades, proches des thèses de la GOP, avaient vu là une possibilité de coordonner un vaste front de tous ceux qui luttent . Les Lip avaient lancé la bagarre, avec ceux, qui allaient constituer la « coordination », pour limiter le projet en tissant des liens : d'une réunion de travail, répondant à un besoin objectif : la centralisation des seules boîtes occupées, de différentes branches, ressentant un relatif isolement face qux échéances des syndics. Alors que les directions syndicales semblaient peu prendre en charge ce problème.

De plus, la coordination avait été attaquée, en particulier par certains dirigeants CFDT, comme « antisyndicales ». Pour éviter toute confusion, des règles de fonctionnement très strictes avaient été adoptées. Huis clos et représentantativité des délégations. Comme le dira un camarade de Lip, « ce n'est pas dans nos habitudes de fermer notre porte », mais la plus grande clarté s'imposait. C'est pourquoi, lorsqu'une camarade licenciée de Bourgogne-electronique, dont la présence avait été annoncée à l'avance dans le *Quotidien du peuple,* demanda à participer aux débats, elle ne fut pas admise.

On a donc, cette fois-ci, discuté de choses extrêmement précises : les 90 %, l'organisation de l'occupation, la popularisation. Chacun des thèmes retenus a été discuté en petites commissions, avant d'être rapportés en assemblée générale. Des fiches techniques ont été rédigées sur l'assistance juridique, les droits sociaux, les Assedic. C'est une source de renseignements inappréciable pour les entreprises qui démarrent la lutte. Une liste de journaux et de publications a été remise aux camarades présents, pour les aider à populariser leur lutte.

il a été décidé d'étudier une éventuelle remise en marche de la production dans plusieurs usines dont la productions peut être complémenttaire. Des tâches ont été fixées. Elles seront débattues lors de la prochaine « coordination nationale » qui se réunira début novembre.

Un travail modeste

Certains jourlkstes présents à la conférence de presse ont enfin demandé si des actions « spectaculaires » étaient prévus. **« Que fera la coordination le 23 octobre ? »** a demandé l'un d'entre eux. Occasion pour les participants à la coordination de rappeler que pour eux, il fallait, dan un premier temps, organiser un travail modeste qui a, soulignait Raguenès, *« ses limites ».* le 23 octobre, ils le prépareront dans leurs structures syndicales. *« Il y a déjà deux syndicats, nous ne sommes pas pour en ajouter un autre »* déclarait finalement un participant. Ce souci de l'unité, c'est un des atouts dont ils disposent. Rendez vous a été pris pour le 6 novembre, à Clermont-Ferrand ou à Fougères.

Sylvian Matthieu

Les participants.

Neuf entreprises étaient représentées. Les délégations, dans l'immense majorité des cas, étaient mandatées par des assemblées générales d'occupants.

Lip (Besançon), Métallurgie, CFDT ; **déal-Standard** damarie-les-Lys) Metallurgie, CGT ; **SCPC (Clermonf-Ferrand), Chimie, CGT-CFDT ; Caron-Ozanne** (Caen), Livre, CGT-CFDT ; **relliac** (Maîche), Métallurgie, CFDT ; (Rouen), Livre, CGT ; **griffet** marseille), Metallurgie, CGT-CFDT ; **sud-Acier** toulon), CGT ; **Réhault** fougères), Cuirs et peaux, CFDT .

Deux des usines citées ont été évacuées par la policie et continuent le combat à l'extérieur : Caron-Ozanne et l'IMRO. Certaines délégations étaient unitaires. D'autres ne regroupaient que des militants d'un seul syndicat. Soit parce qu'un seul syndicat est partie prenante de la lutte (Idéal-Standard, Relliou), soit par suite d'un désaccord entre les deux sections syndicales engagées dans l'action (Lip, Réhault).

23 octobre : journée d'action CGT-CFDT

BRETAGNE : LE CHOMAGE PLUS QUE JAMAIS

La Bretagne connait, depuis 2 ans, une basse continue dans les effectifs salariés. En un an les demandes d'emploi ont augmenté de plus de 10 % puisqu'en juillet leur nombre parvenait à 34 167 contre 34 608 en juin et 33 061 en juillet 75.

La sécheresse risque d'aggraver fortement la situation. Les industries alimentaires dépendent étroitement des livraisons en provenance des fermes. On sait, par exemple, qu'il n'y aura quasiment plus de petits pois cette année ; les usines de conserves verront donc leur activité réduite à peu de chose. De même dans le secteur du lait, où le volume produit sera en baisse de 10 à 20 % cette année. Des réductions importantes d'effectifs sont à prévoir dans ce domaine. La fédération générale de l'agriculture CFDT de Bretagne a réclamé que le plan de sauvegarde de l'agriculture tienne compte de l'indemnisation des travailleurs de l'alimentaire.

Au prix de 122 licenciements

Les luttes sur l'emploi en Bretagne sont centrées sur plusieurs foyers. Tout d'abord Fougères et l'industrie de la chaussure : 2 500 chômeurs sur 14 000 pour la seule ville de Fougères. ensuite la SICCNA, chantier naval de construction de chalutier où on laisse pourrir de puis 18 mois... Enfin le 14 septembre doit voir la fin du délai qui avait été accordé pour la société Ponteau sur la voie d'une liquidation totale. Cette entreprise de la Mayenne, qui emploie 2 000 travailleurs dans le batiment, sans compter 11 000 emplois de sous-traitants, ne serait sauvée qu'au prix, parait-il de 122 licenciements.

C'est pourtant le département de l'Ille et Vilaine détinet le pompom pour la marasme économique puisqu'en un mois l'accroissemnet du chômage a été de 9 %.

On comprend alors que la lutte pour l'emploi soit au premier plan des préoccupations des travailleurs bretons, et que l'organisation des chômeurs progresse. L'Union locale CGT de Rennes tient une permanence hebdomadaire dans ses locaux. Un comité de lutte contre le chômage s'ets implanté dans la ZUP-sud de Rennes, il organise une fête le 26 septembre (au club Léo Lagrange, square de Nimègue, de 14 à 22 heures).

L'initiative d'une manifestation des pays Bretagne-Pays de Loire, pour le 23 octobre à Nantes sera une occasion pour développer les luttes des ouvriers, des paysans et de la jeunesse et constituera un tremplin pour l'organisation des chômeurs.

en lutte

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Bassin houiller lorrain

● Le 30 août 1976, une bande de transport caoutchouc a pris feu à l'étage 750 du Puits Wendel (Bassin lorrain).

La fumée arrive par le circuit d'aérage jusqu'au puits Marienaux (à 5 km). TOut l'effectif a du être remonté. 7 mineurs intoxiqués au gaz carbonique ont dû être hospitalisés. 2 sont immédiatement transférés dans un centre spécialisé de Metz.

Comment se fait-il que cet incendie ait pu se produire et atteindre cette importance sans qu'on l'ait remarqué ? Evidemment la Sécurité ne fait pas le charbon...

Correspondante

● Un mort et deux blessés jeudi soir sur le quai d'armement des chantiers navals et industriels méditéranéens de la Seyne (Var) où pour une cause indéterminée (!) une grue s'est abattue sur un navire en cours d'armement.

Dans une mine de fer de Roncourt (Moselle) un conducteur de locotracteur a été tué jeudi en sautant de son engin dont les feins avaient lâché.

L'UD-CGT et le Comité d'Action Viticole du Gard contre l'impôt-sécheresse.

L'UD-CGT et le CAV ont exprimé Samedi, dans un communiqué commun **« leur** total désaccord sur la mise en place d'un impôt qui viserait à dresser les différentes catégories sociales des travailleurs contre le monde paysan ».

« La solidarité pronée par le gouvernement, n'est en fait que le prétexte pou rfaire payer les plus petits alors que les spéculateurs continuent à ls'enrichir ».

« D'autres moyens de financement sont possibles, notamment avec la réduction de la TVA sur les produits de première nécessité et en particulier, sur les produits agricoles et alimentaires de grande consommation et l'imposition des grandes sociétés. L'UD-CGT et le CAV sont prêts à participer « à la riposte nécessaire aux mesures du gouvernement ».

AFP

Portes ouvertes à la Sica-Sava

Dans le cadre du conflit que mènent les travailleurs de la Sava, les organisations syndicales CGT et CFDT vous invitent à l'opération « Portes ouvertes » qui se déroulera les lundi 13 de 14h à 17h et mardi 14 septembre de 9h à 11h et de 14h à 17h.

Nous comptons sur votre solidarité et votre présence.

Communiqué des syndicats CGT et CFDT.

Radiotechnique
CAEN

La lutte pour les 40 heures

A Caen la radio technique Compélec emploient 1500 personnes dont 800 femmes OS et 300 techniciens. Elle fabrique des semi-conducteurs. Pendnat plus d'un an les OS ont subi la crise économique, certaines ouvrières ont ainsi perdu en 75 plus d'un mois de salaire !

Aujourd'hui la direction de la RTC tente de remonter les horaires à 41 ou 41 h 30 minutes (les 30 minutes sont utilisées pour ne pas travailler les 3 jours de l'opération du pont). La direction qui a réussi cette manœuvre dans d'autres centres RTC voudait bien arriver à imposer aussi cela à Caen.

La CFDT qui représente 70 % des voix aux élections professionnelles mène depuis le début de la crise économique une campagne exigeant la diminution massive du temps de travail, de façon à répartir le travail existant entre toutes les mains des travailleurs. Devant ces tentatives de la direction de remonter les horaires, la CFDT décide d'organiser une consultation du personnel afin d'imposer dans les faits les 40 heures.

Une prime pour le « tempérament »

Malgrè l'absence de traditions de lutte du personnel, ce dernier semble prêt à réagir ; et cela d'autant plus que cette dernière attaque fait suite à toute une série de tentatives de division des travailleurs : ainsi à partir de l'accord national signé par la CFTC, FO et la CGC la direction a institué des primes tenant compte de l'assiduité, du comportement général, du tempérament des ouvrières ! La « côte d'amour » pour les travailleurs bien sages !

Etendre la lutte à tout le trust

Cette lutte pour les 40 heures ne semble être qu'un début. En effet les usines de semi-conducteurs subissent des crises cycliques tous les 4 ou 5 ans à cause de la concurrence américaine sur ce marché. Dans ce cadre, il serait grand temps que les organisations syndicales developpent et organisent la lutte sur l'emploi et le temps de travail sur l'ensemble du trust Philips (RT-RTC-Celmans, etc...)

Correspondant
Radiotechique de Caen

Pour les travailleurs du textile et de l'habillement

LES ANNEES NOIRES

• Aujourd'hui commence la semaine d'action des travailleurs de la Fédération Hacuitex CFDT et Habillement-Chapellerie (CGT)

Du 13 au 17 septembre aura lieu une semaine d'action des travailleurs des secteurs du textile, de l'habillement, de la confection etc. Dans ces secteurs d'activité, les travailleurs ont subi de plein fouet les conséquences de la crise et de la restructuration du capitalisme. Dans une conférence de presse avant les vacances, la Fédération HACUITEX dénonçait l'ampleur de ces problèmes dans les différentes branches concernées :

« Une succession de dépôt de bilan, la diminution des effectifs, la baisse du pouvoir d'achat des salariés, l'augmentation des cadences et charges de travail, l'accentuation de la répression ».

Durant le sixième plan, et malgè une augmentation de la production de 3,5 % par an, le mombre des emplois a diminué de 2,5 % en moyenne par an mais en 1975 ce chiffre atteint 5,6 %

Les fermetures d'usine et le chomâge partiel

Quelques exemples parmi les plus significatifs :

CIP (Confection Industrielle du Pas-de-Calais) : un premier dépot de bilan en 1973 avait privé 71100 travailleurs de leur emploi. L'action menée alors avait permis le rédémarrage en février 74. Mais le 31 juillet 75 , la direction annoncait la cessation totale d'activité, entrainant le licenciement des 700 travailleurs.

A Desombre (confection de chemise) à Lille : le patron, par ailleurs président de la Chambre Patronale d'habillement Nord-Pas-de-Calais, dépose le bilan en mai 72. Puis après un accord de 7 ans, nouveau dépot de bilan en juillet 75 et en âout de la même année liquidation des biens.

Tissages Dreyfus à Barbières dans la Drôme : 106 personnes licenciées en mai 75.

Dans la chaussure : à Fougères, dans l'Ille et Villaine, il reste 1600 travailleurs dans cette industrie contre 3200 au début de 76. Chez Réhaut dépot de bilan en février 76.

En Bretagne chez *Donval* à Rosporden dépot de bilan le 12 décembre 75 après le licenciement de 800 personnes entre 69 et 75.

Dans le tissage, c'est un gros qui donne l'exemple : *Rhône Poulenc Textile* qui veut arrêter la production des fibres artificielles prévoit 3000 licenciements en 76 et 6000 en 77. Rien qu'à Péage de Roussillon 515 licenciements sont prévus et 800 à Vaux en Vexin.

Mais de petites entreprises aussi sont touchées, telle les tissages *Rigauton* à Ala La Sourec, 52 licenciements en février 76.

Mais ces entreprisqes ne sont que la partie visible de l'iceberg. C'est ainsi que chez BPUssace on s'achemine vers une réduction des effectifs très importante. Dans le nord se sont en tout 8000 emplois supprimés dans ces branches d'activité depuis le débaut de l'année. Dans la région Rhône-Alpes, ce sont 3500 emplois de moins dans le moulinage.

A Réhault, dans l'entreprise occupée

La crise a bon dos

Mais derrière touss licenciements que se cache-t-il ? Ils sont le fruit d'une politique délibérée du patronat qui cherche à travers restructurations et politique d'investissement à faire le maximum de profit au moindre coût.

Qu'on en juge : à Desombre, depuis le dépôt de bilan, l'employeur emporte la collection de chemiserie, puis ouvre une nouvelle entreprise de confection à Quievrechain, c'est à dire à quelques kilomètres avec pour le moment 5 employés seulement.

A Barbières, Mr Dreyfus préfère se cantonner dans le commerce du tissu plutôt que de continuer à le produire : une idée comme une autre, et 106 personnes à la rue ! A Alba la Source, l'entreprise a des carnets de commande plœeins. Mais il n'y a pas d'argœent pour acheter la matière première nécessaire. Les pouvoirs publics font la sourde oreille et ne veulent autoriser aucne banque à débloquer les fonds. Les travailleurs y sont victimes de la mauvaise gestion patronale et des prévisions du 7 ème PLan. A eux de se débrouiller !

Rhône-Poulenc restructure

Le groupe Rhône-Poulenc textile quant à lui veut se restructurer et prévoit d'arrêter la production des fibres artificielles. Or la seule usine de Péage de Rousillon pourrait couvrir les besoins de toute la France. Seulement voilà, les investissemnts sont fait par le trust, en Thailande. Il pourra donc surexploiter les travailleurs thailandais pour des salaires de misère et mettre au chômage les travailleurs français avec pas de salaire du tou. Gagnant sur toute la ligne , le trust Rhône-Poulenc ! Les travailleurs de l'entreprise ne l'entendent pas de cette oreille et rentrent dans l'action.

Le VII ème plan prévoit d'ores et déjà des suppressions d'emploi de 3 % par an dans le textile et l'habillement. Dans les cuirs, la recherche de la productivité se traduira au travers de l'introduction ces machines automatiques par la baisse des effectifs de 70.000 à 50.000 travailleurs environ sur une brève période.

La semaine d'action des travailleurs du textile que la « reprise » économique laisse sur la touche prend donc un relief particulier à l'aube de la rentrée sociale et face à la politique d'austérité que le gouvernement Barre va opposer à toutes les revendications ouvrières.

N.G

en lutte

LE PATRONAT LICENCIE

Marins CGT

Les marins CGT de la société nationale Corse-Méditerrannée ont décidé la poursuite de leur grève à l'issue d'une assemblée générale samedi matin à Marseille. Ce mouvement a été déclenché lundi dernier pour protester contre la décision de mise en vente par la compagnie du car-ferry « Ile de Beauté » la direction n'a en effet pas accordé satisfaction de leurs revendications sur l'affrêtement ou l'achat d'un navire pour remplacer « l'Ile de Beauté ».

Dolfus Noack

Près de 40 des 370 employés des établissemt Dollfus Noack (Production de feutres industriels) de Sausheim (Haut-Rhin) et de Valdoie (Belfort) vont être licenciés. Motivées pour des « raisons économiques », ces suppressions d'emploi ont été acceptées par l'INSPECTION DU TRAVAIL.

Moulinage de Murras

La CFDT annonce que 60 licenciements vont intervenir au « Moulinage de Murras (Teintureries françaises réunies) à Grand-Croix (Loire) par suite de la politique de « restructuration » du groupe. Un plan d'action contre ces licenciements sera mis en place après concertation avec la CGT.

Clark équipement

La direction de la société Clark Equipement (matériel de travaux publics) a confirmé devant le comité d'entreprise le licenciement de 195 de 622 employés.

Schlumpf

600 employés du groupe lainier Schlump ont manifesté jeudi dans les rues de Mulhouse. Venus des usines de Malmersprach, Erstein et Mulhouse, ils ont réclamé la garantie de l'emploi car de lourdes menaces pèsent sur les 1 500 travailleurs de cette entreprise depuis sa mise sous administration judiciaire à la fin de juillet 76.

Artelec (ex Grandin)

La fédération de la métallurgie CGT appelle le personnel d'Artelec (ex-Grandin) fabrique d'auto-radios et de téléviseurs de Montreuil, à s'opposer à la décision du tribunal de commerce qui vient de prononcer la mise en liquidation des biens de l'entreprise.

La fédération métallurgie CGT a appelé sa section de l'usine Artelec à occuper les locaux pour protester contre la décision du tribunaL.

TRIBUNE des luttes

Communique de la section CFDT

Grève au foyer départemental de l'Enfance de l'Essonne

Au Foyer Départemental de l'Enfance de l'Essonne règne une situation intolérable : manque dramatique de personnel ayant des conséquences graves sur les enfants, licenciement abusif de trois éducateurs avec recours scandaleux aux enquêtes de police, application des sanctions, absence de tout statuts garantissant emploi, salaires et conditions de travail.

Face à une telle situation, la section syndicale CFDT du Foyer Départemental de l'Enfance de l'Essonne a entamé un mouvement de grève pour préserver l'intérêt des enfants et ceux du personnel.

Le PDG de Griffet n'avait pas soutenu Giscard

Dans un des articles sur Griffet nous signalions que Maurice Génoyer, qui a repris l'entreprise, avait adhéré au « comité national de Soutien au Président de la Républisue » constitué à l'occasion de l'élection de Giscard. Nous reprenions là une information publiée dans la « Lettre de l'Expansion » du 30 août 76. Cette information était, semble-t-il erronnée puisque nous avons reçu une lettre du « chargé aux relations extérieures » du bureau de Mr Genoyer nous demandant de passer le rectificatif suivant, publié également dans la « Lettre de l'Expansion » du 6 septemble : *« Maurice Génoyer, qui a eu des démêlés avec le pouvoir à propos de l'affaire Griffet, dément formellement avoir adhéré au Comité National de soutien au président de la République »*. Dont acte.

Chronique

Un vendredi soir à Rungis

Tous les vendredis soirs, les motards de la région parisienne « tournent » sur un circuit improvisé autour des halles de Rungis. Vendredi dernier, la nuit s'était achevée tragiquement : une moto dérape, heurte le rang de spectateurs : deux morts. Cette semaine donc, l'ambiance était assez lourde, on craignait une intervention des CRS pour interdire le rassemblement, ce qui explique que beaucoup de motards s'étaient repliés vers l'ancien lieu de rassemblement de la Bastille. Les flics rôdaient aussi dans le coin et les motards, peu expansifs vaquaient au petit commerce habituel des pièces détachées et des casques intégraux.

A Rungis, malgré les mauvais souvenirs de la semaine dernière, deux cent motards ont « tourné » toute la nuit. Il y eut encore trois chutes spectaculaires, sans gravité heureusement. Mais tout le monde sentait qu'aussi bien, les choses ne resteront pas longtemps en l'état.

Les flics en civil rôdaient en masse, et chacun est convaincu qu'un jour ou l'autre, le circuit improvisé autour des halles sera interdit par les CRS. Les rapports entre les travailleurs des halles et les motards se sont dégradés ces derniers temps : les premiers se plaignent de ramasser des PV dès qu'ils roulent à 60 Kms heure dans les halles tandis que les motards font impunément leurs acrobaties toute la nuit ; et la semaine dernière, après l'accident, des motards s'en sont pris sans raison particulière, après l'accident à un « civil » de Rungis, comme ils disent, et lui ont cassé la gueule.

Que les flics interviennent pour interdire le cricuit improvisé et Rungis, et l'on verra les motards se replier vers quelque cité nouvelle où s'improvisera un nouveau circuit : de toute façon, il faut qu'ils « tournent ».

Des voix se sont élevées, du côté du PC notamment, pour que les pouvoirs publics prennent en charge la construction d'un motodromme en région parisienne, ouvert à tous les motards ; mais les intéressés sont sceptiques : ils n'attendent pas grand chose de la sollicitude de l'Etat qui jusqu'à présent n'a fait que leur envoyer ses flics. Et de toute façon, il faudrait bien attendre deux à trois ans avant que ce motodromme devienne praticable... Par ailleurs, les circuits existants sont interdits à l'immense majorité œd'entre eux, ne serait-œce que pour des raisons de fric : 300 Frs la licence annuelle, et plusieurs centaines de francs pour accéder aux pistes...

Samedi, à la fête de l'Huma, un rassemblement de motards était prévu : mais l'ambiance n'y était pas, pas de bouffe prévue, pas de débats... On vit dans l'attente de la grande fête de la moto : le Bol d'Or qui se déroulera le week-end prochain au Man.

AB

Aujourd'hui les enseignants rentrent en classe

6 000 CHOMEURS EN PLUS !

Demain les élèves, aujourd'hui les profs. C'est ce matin la **« prè-rentrée »**, *celle des enseignants.Ou plutôt d'une partie des enseignants. Car 6 000 d'entre eux, selon les évalu ations du SNES-FEN, ou 10 000 selon celles du SGEN (CFDT), en tout cas, plusieurs milliers resteront à la porte : enseignants non-titulaires licenciés sans préavis.*

Qui sont ces non-titulaires, ces parias de l'Education Nationales ? Agent de l'Etat, un fonctionnaire est pourvu d'un statut qui précise ses droits, parmi lesquels au premier chef, la sécurité d'emploi. Or, au cours des années 60, est apparue une autre catégorie, les **« hors-statuts »**, *dont le point commun est que l'Etat n'a, à leur égard, aucune obligation précise. Un enseignant sur quatre est « hors-statut », c'est à dire non titulaire. Au niveau de tous les personnels de l'Education Nationale, ils sont 224 000. Les avantages de l'auxiliariat pour l'Etat-Patron sont nombreux. Les non-titulaires sont moins payés à travail égal que les titulaires. Ils sont un volant de main d'œuvre, embauché à la rentrée ou plus tard, pour de petites périodes ou des activités partielles. Leurs existence permet de faire oublier, chez les autres enseignants, la lutte pour l'amélioration des conditions de travail : ils se chargent des classes difficiles, vont dans les régions éloig-nées et défavorisées, bouchent les trous des emplois du temps, font plusieurs classes ou matières dans l'année.*

Les licenciements de cette rentrée sont une illustration du plan officiel de « résorption de l'auxiliariat ». Vaste mystification, il ne concerne que 77 000 des 224 000 non-titulaires. Reconduit au rythme actuel jusqu'en 1980, il n'atteindra pas ses objectifs, laissant sur le pavé 20 000 enseignants sur les 77 000 annoncés. Le mensonge règne d'ailleurs dans les chiffres officiels, le Ministère n'hésitant pas à appeler création de postes, la transformation de postes déjà occupés.

J. Krasny

Des témoignages

Les OS de l'enseignement

Par delà la sécheresse des chiffres et des analyses, que siginifie l'auxilariat pour un enseigant ou une enseignante ? Cette vie de tous les jours des non-titulaires, quelques exemples la laisse deviner.

M.H enseigne les Lettres et l'Histoire en CET. Elle a 6 ans d'ancienneté, possède licence et maitrise. Elle vient d'être nommée...à Provins. Son compagnon aussi, mais à Tournan-en-Brie, près de Coulommiers. Ils habitent le 11 ème arrondissement de Paris et ont un enfant de six mois. De Paris à Provins le train le plus rapide met 1 heure 30 et à Provins il y a deux kilomètres de la gare au lycée.

Elle enseigne les Lettres et l'Anglais, également en CET. Elle est mère célibataire. Trois ans d'ancienneté. Elle vient de recevoir ses affectations pour 76/77. Elle devra faire 11 heures à Montreaux et 9 heures à Damary les Lys. 20 kilomètres entre les deux. Et le total fait 20 heures, alors que la norme est de 21 heures.

Ces deux exemples ne sont pas des cas isolés. Salaires rognés et écartellement entre des postes différents, éloignés du lieu d'habitation sont le lot commun des Maitres-Auxilaires du secondaire. Ainsi, à cette rentrée, sur 17 nommws en Lettres Modernes dans l'Académie de Créteil, il n'y a qu'un poste à temps complet. Les 16 autres se répartissent en 5 de 15 heures, 3 demi-postes, 8 sur deux-demi postes ou des groupements d'heures dans plusieurs établissements. Parmi ces derniers quelques exemples : 9 heures à Sucy en Brie et un demi-poste à Ponteau-Combault ou un demi-poste à à Melun et 4 heures à Fontainebleau. Autant de savants dosages, éprouvant pour ceux qui ensuite les pratiqueront en train, métro, bus, qui permettent dans les statistiques de réduire le nombre des chômeurs.

Bien sur vous pouvez refuser les postes qui vous sont proposés. Mais à vos risques et périls. L'on ne vous en proposera pas d'autre et souvent on vous retirera le bénéfice du chômage. Est-ce légal ? Il ne semble pas puisqu'une circulaire parue au Bulletin Officiel de l'Education Nationale (n°44, octobre 75) prècise que si votre nouveau poste correspond à un nombre d'heures inférieures à celui de l'an passé, vous pouvez le refuser et bénéficier du chômage.

De toute façon toucher une allocation chômage ne résoudra pas tout pour ce prof d'histoire, 7 ans d'ancienneté et un enfant de 12 mois, licencié par l'Académie de Créteil ou pour ce professeur de dessin, sur le pavé après 21 ans d'enseignement.

Tu es non-titulaire

Où lutter ?

Le **Mouvement des Non titulaires** : le plus ancien et le plus important des comités d'auxiliaires. Parti de l'Académie de Crèteil, il lutte dans le primaire et le secondaire pour la titularisation immédiate de tous les non-titulaires, et pour cela, la renomination de tous sur poste complet à cette rentrée. Il veut également obtenir le soutien de tous les syndicats de l'Education nationale. Il a organisé avec le Comité de Coordination des Vacataires de l'Enseignement Supérieur, la première rencontre nationale des non-titualaires de l'Education Nationale le 20 juin dernier. Une brochure, analysant l'auxiliariat, en est issue. Elle est à commander (3F) à l'adresse suivante : M. Szullewiack BP 47 Paris 20 ème . Permanence téléphonique, lundi et vendredi 18/20, mercredi10/13 au 336 25 25 , poste 56 58 fac de Jussieu, tour centrale salle 412.

En province, quelques adresses, téléphones et rendez-vous : à Lille, assemblée des Non-Titulaires le 15 septembre, 10 Heures, fac Angellier et téléphone du comité : 69 03 83. Toulouse : Mireille Mugner 9 ue Urbain Vitry, 31000. Lyon : José Fernandez, 69 montée de l'Observance, 69009. Le Mans : Michel Colin, tel 85 07 51 . Aix-Marseille : Comité de chômeurs des 100 M-A de CET licenciés soutenus par le SNETP-CGT , à la Bourse du Travail, salle 55, 23 bd Charles Nédélec, 13003. Il appelle les M-A chômeurs à se rendre le 14 septembre au matin au CET Chatelier. Rouen : Comité des Personnels sans poste de l'Education Nationale, 6 rue du Bois-Chenu 76 Bihorel, tel 60 54 54

Les initiatives annoncées : les premiers jours de la rentrée des classes, les comités de non-titualaires appellent les enseignants non repris à revenir sur leur établissement. Ils les invitent à contacter les sections syndicales et à demander que soit mis en pratique les engagements de grève pour leur réemploi. Délégations au Rectorats, refus collectif des heures supplémentaires, remise en cause des emploi du temps : autant de prpositions. Pour la Région Parisienne, une manifestation est annoncée pour le 15 septembre, à 14 heures davant le Rectorat de Créteil. Le 19 septembre une coordination nationale du Mouvement des Non-Titulaires se tiendra à parti· de 10 heures, faculté de Jussieu. Elle débattra d'une initiative nationale, pour laquelle la date du 23 septembre est avancée.

les temps modernes

INCENDIES D'HOTELS 27 morts en trois mois

Samedi matin, un hôtel vétuste de 32 chambres, rue Tiphaine a pris feu. Trois morts, dix huit blessés, tel est le bilan : les locataires se sont affolés pour beaucoup et jetés par les fenêtres.

L'origine criminelle ne fait aucun doute : on a découvert une conduite de gaz d'installation récente, fendue dans le sens de la longueur, et des outils dont un tournevis, laissés sur place.

Assiste-t-on à des attaques criminelles, véritables meurtres en série contre des hôtels habités surtout par des immigrés ?

La liste des incendies est impressionnante :

Le 11 août, à l'hôtel d'Amérique, rue de Rochechouart, douze morts, huit blessés ; le 1er août, à l'hôtel Gxrube, rue Pajol, deux morts, 9 blessés . le 29 juillet, à l'hôtel de Parrue des Petites écuries : 5 morts, 14 blessés ; le 10 juin, à Soisy sur Seine, à l'hôtel des tourelles, toute une famille portugaise, le père, la mère et l'enfant anéantis ; au Modern'hôtel, rue Broca, deux morts, deux blessés graves.

Au total, 27 morts en trois mois. Et, à l'Hôtel d'Amérique aussi on avait « déplacé » un tuyau de plomb relié au compteur à gaz...

Patate austère

On les paye 1, 35 F le Kg au mieux quand elles sont petites et vilaines, et 2 F et plus pour une qualité correcte.Le prix des pommes de terre s a augmenté de 300 % en trois ans.

La cause de cette augmentation est essentiellement la spéculation des négociants qui exportent massivement sur les marchés étangers victimes de mauvaises révoltes l'an dernier (Belgique, Pays-Bas, et surtout Grande Bretagne). Les cours sont très avantageux dans ces pays, tandis que la pénurie relative créée en France y produit une hausse . Les négociants gagent donc sur les deux marchés.

En outre, la taxation de la variété la plus courante, la Bintge janvier dernier, a été contournés par les négociants qui ont enlevé cette variété du marché et en ont proposé d'autres à des cours élevés.

L'arrêté de taxation de la « bintge » venait aussi de ce que cette qualité a été choisie comme l'un des éléments qui entrent dans le calcul de l'indice du coup de la vie. Toutefois, l'arrêté a été annulé en juillet. La sécheresse va faire baisser les prix à la production, mais il n'est pas dit que celà se répercute sur les prix à la vente, car la rareté relative va jouer dans le sens de l'augmentation.

Contre les rayonnements ionisants

L'association Vie naturelle organise mardi 14 septembre une conférence où seront abordées toutes les nuisances des rayons ionisants : radiologie médicale, bombes atomiques, centrales nucléaires.

La conférence sera présidée par Mr P. Bressy, hygiéniste, ex agent EDF démissionnaire, délégué de l'APRI. Salons Lancry, 10 rue Lancry. 75OIO à 19 H.

fête de l'Humanité

great black musique

Le fantôme de John Coltrane planait

Le jazz était à l'honneur pour la première soirée de la Fête de l'Huma. Trois parmi les plus grands musiciens noirs américains se succédaient en effet au Kiosque à Musique. Ils jouèrent devant un public nombreux, sous un vaste chapiteau situé un peu à l'écart des festivités. Cet éloignement permettait une écoute attentive, que ne parvenaient pas à perturber la rumeur et les flonflons, mais la cantonnaient du même coup dans la marge de la fête.

Alors qu'au hasard des déambulations parmi les stands, un public non-averti pouvait, avec plaisir et curiosité découvrir les spectacles de la grande scène ou de la Cité Internationale, ou même rencontrer, du côté de la section de Viroflay du PCF « un orchestre rock amateur aux accents hendrixiens, seuls les connaisseurs ou les vraiment très curieux choisissaient de traverser un sombre no man's land pour assister aux concerts de jazz.

De même, l'aspect fermé du lieu empêchait les déplacements d'un public ouvevqis peu accoutumé à cette musique, susceptible de prêter l'oreille un instant sans devoir y passer la soirée.

Dommage, pour une musique qui fut constamment une fête.

Depuis samedi soir, après avoir entendu le quartet d'Archie Shepp et celui de Max Roach, nous croyons aux fantômes. Car celui de John Coltrane, saxophoniste mort en 1967 , est plus d'une fois venu hanter la scène du Kiosque à Musique. Mais nous étions loin des paraphrases esthéthisantes dont nombre de musiciens nous ont abreuvés depuis la disparition du maitre. Shepp d'abord, puis les musiciens du groupe de Roach sont allés directement à l'essentiel. Et leur rencontre avec Coltrane, à l'écoute de leur démarche musicale, semblait inélucatble.

Ce que Coltrane avait inventé et sur quoi il semble qu'une bonne part de la musique improvisée doive vivre pour longtemps encore ; c'est cette façon de traiter le « thème » choisi, non plus comme un prétexte à variations décoratives mais comme une sorte de formule chimique, le travail du soliste consistant à en déduire les dérivés logiques. Or la plupart des musiques traditionnelles, de l'Inde à l'Afrique en passant par la Moyen-Orient arabe, procèdent intuitivement depuis toujours d'un modèle analogue.

Façon comme une autre, mais plus convaincante que toute autre de prouver l'universalité moderne de la musique noire. Il n'est donc pas étonnant que la démarche explicitement politique de Shepp et de Roach, qunant que la démarche explicitement politique de Shepp et de Roach, que leur reevendication de l'universalité de la musique noire contre les tenants du « jazz-musique d'ameublement » , rencontrent le chimie coltranienne.

Un langage exigeant

Archie Shepp d'abord s'est lancé dans de longues improvisations, jouant parfois seul, enchainant les unes sur les autres des parolzsndues, la séduction de la sonorité qui fit sa renommée s'éclipsant presque (comme chez Coltrane) pour garder toujours lisibles les exigences du langage. A ses côtés Mal Waldron - qui fut le dernier accompagnateur de Billie Holiday - retrouvait un blues lucide et sans fioriture, faisant sonner le piano clair d'un doigté sans concession.

L'un des plus beaux concerts européens de Shepp fut aussi l'un des plus courts. On était déjà sur le point de se sentir frustré quand le quartet de Max Roach s'installa.

Une musique neuve

Sucession de solos, duos et ensembles tous exemplaires,s, même si Billy Hav fut moins convaincant, au saxo-ténor que ses camarades. Démarquant par trop son jeu de celui de Coltrane (visité uns instant par son copain fantôme Albert Ayler) il fit preuve d'une imagination au souffle un peu court. Il est vrai que jouer après Archie Shepp représentait un handicap sérieux.

Il se pourrait bien, en revanche que Cécil Bridgewater soit l'un des pus grands trompetistes du moment. Rarement on entendit trompette parler avec autant d'émotion, sans pourtant jamais rien perdre de sa rigueur ni de sa pureté, ni tomber dans les facilités du sentimentalisme auxquelles même Miles Davis ne résiste pas toujours.

Reggie Workman joue de la contrebasse comme on sifflote dans sa salle de bain. Ses solos qui furent tout à tour cocasses et bouleversants et son jeu très libre dan les ensembles laissent penser que ce bassiste-là a l'avenir devant lui si les « pigs » ne le mangent pas.

Et Max Roach à la batterie. Les amateurs de super vitesse tintinabulante auront été déçus. Jamais Max Roach ne noie son discours aux enchevêtrements complexes sous les assauts de la virtuosité. Il met au contraire sa grande technique au service d'une lisibilité constante des rythmes et des timbres. Chaque tom, chaque cymbale est audible à tout moment. Bon à savoir si vous voulez vous mettre à la batterie !

Quant à la musique elle fut aussi exemplaire : d'un « jazz » assez classique, les musiciens surent en déphasant peu à peu les formules thématiques tirent une musique neuve, en perpétuel mouvement. Jusqu'à ce duo trompette-batterie qui évoqua irrésistiblement un « Offering » gravé par Coltrane il y a plus de 12 ans...

Difficile de dire dans ces conditions ce qui dérouta le public. Bien sûr il n'y avait pas au Kiosque à Musique, que des habitués des concerts de jazz. L'enthousiasme et les rappels font partie d'un rituel auquel le public de la fête de l'Huma n'est peut-être pas accoutumé. Mais tout de même. Il nous semble que le flottement qui suivit le concert d'Archie Shepp n'était pas dû qu'à cela. Les musiciens noirs qui nous avaient habitués à une musique spontanée, tripale avait choisi ce jour-là de jouer une musique qui était à la fois plaisir de jouer et rélexion sur ce plaisir.

N'y avait-il pas, dans le désapointement de certains spectateurs, le regret de voir tomber toute justification à leur écoute exotique d'une musique qui apparût, plus que jamais, universelle.

P.F. Domaine
M. Corti

Le jazz était à l'honneur pour la première soirée de la Fête de l'Huma. Trois parmi les plus grands musiciens noirs américains se succédaient en effet au Kiosque à Musique. Ils jouèrent devant un public nombreux, sous un vaste chapiteau situé un peu à l'écart des festivités. Cet éloignement permettait une écoute attentive, que ne parvenaient pas à perturber la rumeur et les flonflons, mais la cantonnaient du même coup dans la marge de la fête.

Alors qu'au hasard des déambulations parmi les stands, un public non-averti pouvait, avec plaisir et curiosité découvrir les spectacles de la grande scène ou de la Cité Internationale, ou même rencontrer, du côté de la section de Viroflay du PCF un orchestre rock amateur aux accents hendrixiens, seuls les connaisseurs ou les vraiment très curieux choisissaient de traverser un sombre no man's land pour assister aux concerts de jazz.

De même, l'aspect fermé du lieu empêchait les déplacements d'un public ouvert mais peu accoutumé à cette musique, susceptible de prêter l'oreille un instant sans devoir y passer la soirée.

Dommage, pour une musique qui fut constamment une fête.

Nous voulions goûter à d'autres plaisirs de la fête. La fête du ventre et celle de la promenade nous ont privés de la joie que répandit sans doute l'orchestre de Charlie Mingus. Aussi ne rendons-nous compte, dans cet article, que des concerts d'Archie Schepp et Max Roach.

Dalton Trumbo est mort

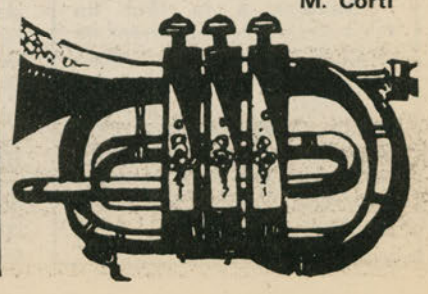
Dalton Trumbo est mort vendredi à Los Angelès, à l'âge de 70 ans. Auteur, à l'époque du Mac Carthysme, de scénarios de films qui lui avaient valu d'être mis au ban de l'industrie cinématographique par la «chasse aux sorcières». Il avait pu, il y aquelques années, réaliser lui- même un film sur la guerre de 14-18, «Johnny s'enva t'en guerre» qui fut un événement cinématographique.

Nous reviendrons prochainement sur l'oeuvre brève, mais capitale, de ce «maudit» du cinéma américain.

Repression à France Musique.

On n'a pas l'habitude d'écouter la radio le 14 juillet. La Marseillaise et le Chant du Départ toute la journée, ce n'est pas tellement notre genre. Mais cette journée, Jacques Erwan, producteur délégué de l'émission «la chanson», sur France Musique, avait cru bon d'apporter la contradiction en passant «Parachutiste» de Maxime Le Forestier et «Larzac 75». Bien mal lui en prit, puisque le voici interdit d'antenne à Radio-France !

Les syndicats CGT et CFDT de Radio-France protestent contre cette sanction.



culture

Hier soir sur FR 3, Salvatore Giuliano, de Francesco Rossi

LE FILM DES QUESTIONS

Présenté hier soir sur FR 3, malheureusement assez tard, *Salvatore Guiliano* reste l'évènement qu'il avait été lors de sa sortie. Tourné en 1961 par Francesco Rosi, dont on a pu voir récemment le dernier film *Cadavres exquis*, *Salvatore Guiliano* est le premier témoignage des nouvelles orientations du cinéma politique italien.

A la même époque, Antonioni réalisait *La Notte* et Visconti *Rocco et ses frères*. Dans ce rapprochement, purement historique, on peut remarquer qu'au début des années soixante, la grande école du néo-réalisme se disloquait et donnait naissance à des réflexions nouvelles.

Le néo-réalisme italien avait tenté de rendre compte des réalités sociales de l'Italie d'après la guerre et le fascisme. Il avait renouvelé les thèmes et les formes, cherchant à montrer le peuple tel qu'il vit, effaçant les mises en scène spectaculaires pour filmer la réalité en continuité, dans les gestes quotidiens, les chargeant d'émotion : *Le voleur de bicyclette* de De Sica reste le symbole de ce cinéma.

Le néo-réalisme traduisait dans le cinéma une sorte de curiosité générale qu'avaient les intellectuels italiens pour les réalités sociales et populaires du pays au sortir du fascisme. Il était d'inspiration aussi bien chrétienne (Rossellini) que socialiste ou communiste.

Un cinéma de crise

En 1960, c'est un cinéma de crise qui s'affirme. Chez Rosi, l'ambition n'est plus de montrer la réalité sociale à partir de personnages typiques et de drames quotidiens, mais de s'interroger sur les rouages de la société reconstruite dans la période de l'après-guerre. Quels rapports le système politique mis en place entretient-il avec la société profonde, ici les paysans siciliens ?

Le cinéma n'est plus témoignage, mais analyse, comme d'ailleurs chez Antonioni dans un autre registre.

A propos du cinéma de Rosi, on parle constament d'enquêtes, de dossiers. Il s'agit de filmer un évènement dans sa complexité plutôt que comme un objet vu de l'extérieur, si bonnes que soient les intentions.

Salvatore Guiliano se présente bien comme une reconstitution : celle du meurtre d'un bandit. Sur ce fait planent des incertitudes, il faut remonter dans la « carrière » de Guiliano, dans les circonstances de sa vie, dans le cadre sicilien, pour espérer approcher la vérité. Le fait ne se présente pas globalement comme une réalité cohérente, bien délimitée, racontable. Chaque parcelle de vérité est aussitôt l'indice d'un mystère plus vaste.

Il n'y a pas d'évidence. Comment cette démarche peut elle apparaître alors comme plus efficace, plus incisive que la démarche inverse qui tenterait de dévoiler tous les aspects d'une réalité ?

Rosi ne cherche pas à résoudre une énigme, son travail consiste à mettre les questions en correspondance : comment les uns et les autres perçoivent-ils Guiliano ? Guiliano est mort et cette mort n'est pas la même pour tous.

Salvatore Guiliano n'est plus alors un film sur la Sicile, mais un films *dans* la Sicile. L'éclairage le plus profond est apporté par les témoignages les attitudes, les regards, les silences des paysans de Montelepre qui s'opposent aux silences, aux secrets de la justice et de forces politiques qui la manipulent : parti au pouvoir, Maffia.

Quant à Guiliano lui-même, on ne le voit pas, dans les scènes reconstituées de ses actions, il n'est qu'une silhouette blanche courant sur les crêtes. Héros ou mafioso, il s'évanouit pour laisser place à une série contradictoire d'interprétations de son personnage.

Ce qui disparait ainsi avec le héros, avec l'anecdote, avec le drame, c'est l'émotion, le « suspense » du cinéma classique.

Restent les questions et ceux qui les posent. Les paysans ne posent pas les mêmes questions que les flics.

Marc Corti

OBJECTIF 77

Comment Rouge est-il distribué ?

Tous les soirs les NMPP viennent chercher les milliers d'exemplaires de Rouge sortis de notre rotative et les acheminent vers le centre de tri central de La Villette.

Nous devons fournir les journaux en trois tranches, en fonction d'horaires précis :

- la « Matinale 1 », c'est à dire la province la plus lointaine, desservie par avion et voitures spéciales, doit arriver à La Villette avant O h 10.

- la « Matinale 2 » qui représente la province la plus rapprochée de Paris, doit arriver avant 1 H 30 du matin.

- Paris et banlieue sont approvisionnés jusqu'à 4 H. du matin.

Ces horaires sont très stricts. Avions, voitures et trains ne peuvent attendre Rouge. Un retard de rédaction, de frappe, de maquette, un problème de rotative... et nous ratons une partie ou l'ensemble de la province. Il s'agit donc pour l'équipe de rédaction et de production du journal de mener une course permanente contre la montre. Un seul quart d'heure perdu quelque part peut provoquer l'absence de Rouge dans une région entière. En cas de retard, même minime, un simple feu rouge sur la route qui conjuit à La Villette peut signifier que l'avion partira sans nous.

Ces horaires sont une contrainte pour tous les journaux. Rouge n'est pas le seul à avoir des problèmes pour les respecter.

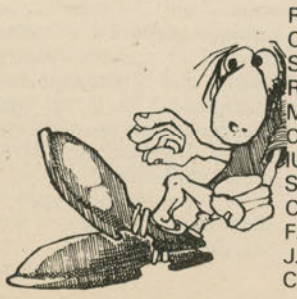
A La Villette le journal est trié par région et par dépositaire. Tous les journaux, Rouge, Libération, L'Aurore, le Figaro, le Quotidien de Paris, l'Equipe et le Quotidien du Peuple partent ensemble, par paquets triés selon les dépositaires. Ils prennent soit l'avion, le train ou les voitures.

Dans chaque ville le dépositaire NMPP redistribue chaque journaux dans tous les kiosques et librairies de sa ville, selon les indications que chaque titre a fourni.

D'où l'importance du dépositaire dans le système de distribution et les relations que les camarades contrôleurs des ventes doivent entretenir avec lui pour que le journal soit là où il doit être, c'est-à-dire dans les endroits que nous estimons les meilleurs.

(à suivre)

Pour tout renseignement demander Vincent, du service de distribution, au siège du journal.



Ancien total	**10 416,00**	G.T.R. Limoges	50,00
		C.T. Militant Rouen	100,00
RA. Routot	150,00	Ministère de l'agriculture, Bordeaux	1 000,00
CR. 18°	200,00	Léon, C.R. 13°	100,00
Sympathisant Révolution	20,00	P.P. TOULOUSE	250,00
R.G. Marseille	50,00		
M.C.S. Paris	100,00	M.N. Annemasse	100,00
Comité Rouge IUT Le Havre	200,00	H.R. Orléans	100,00
Sympathisant Périgueux	500,00		
Comité ROuge Guéret	400,00	**Nouveau Total**	**14 396,00**
F.A. Sartrouville	200,00		
J.C.F. Paris	60,00		
C.D.B. Chelles	400,00		

Chèques à l'ordre de Pierrette Chenot, au siège du journal.

télévision

12.15 **Réponse à tout**
12.30 **Midi première**
13.00 **Journal**
13.35 **TV Régionale**
13.50 **Restez avec nous**
14.45 **Colditz (série)**
18.05 **A la bonne heure**
18.35 **Pour les jeunes**
19.00 **Chasser en France**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Une minute pour les femmes**
Préparez-vous aux élections municipales. Cette émission arrive à point : comment les femmes pourront-elles assez remercier Giscard de leur aprendre à voter ?
19.45 **Le village englouti (feuilleton)**
20.00 **Hommage à Raimu**
L'homme au chapeau rond, de Pierre Billon (1946). D'après Dostoieswski, mais vraiment tœrès, très loin après...
22.10 **Raimu**
Quoiqu'on pense de l'acteur, à cause peut-être des films dans lesquels il joua, il flotte autour du personnage comme un parfum de poujadisme bon enfant
23.35 **Journal**

A 2

13.05 **TV Régionale**
13.50 **Chanteurs et musiciens des rues**
14.00 **Les après-midi d'Antenne 2**
18.05 **Fenêtre sur... l'Amérique**
18.35 **Le palmarès des enfants**
18.45 **Flash d'information**
18.55 **Des chiffres et des lettres**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Chacun chez soi**
20.00 **Journal**
20.30 **La tête et les jambes**
21.55 **L'enfance de l'art**
22.45 **Journal**

FR 3

18.45 **Pour la jeunesse**
19.05 **Magazines régionaux**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Tribune libre**
Avec vous savez qui ? Jean Cau ! Maintenant vous savez tout sur cette émission : le travail, la famille, la patrie et l'ordre ancien seront au rendez vous du p'tit Cau ?
19.55 **Flash Journal**
20.00 **Les jeux de vingt heures**
20.30 **Prestige du ciéma**
Les fanas du sport automobil. de Paul Newman seront seuls conquis. Les autres auraient préféré, sur un thème analogue, l'extraordinaire Ligne Rouge 7000 d'Howard Hawks
22.30 **Journal**

radio

FRANCE CULTURE-MF

de 7.02 à 7.05 trois minutes pour tout savoir d'un des poétes les plu s importants de l'avant-garde italienne : Edoardo Sanguineti !
22.35 **Entretiens avec Grenadou**, paysan beauceron

FRANCE-INTER

De 00.00 à 2 heures du matin, Bernard Lavilliers, ses chansons, ses amis. A ne pas manquer... si on se lève pas trop tôt mardi matin !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Adécouper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE : RUE .....
N° ..... **VILLE** .....
CODE POSTAL

TARIFS	*1 mois*	*2 mois*
FRANCE	*40 F*	*60 F*
ETRANGER	*65 F*	*100 F*
AVION : *écrire au journal*		

rouge

FETE DE L'HUMA 76

« LES COMMUNISTES, IL N'Y A RIEN DE MIEUX »

La pluie et le temps froid n'ont pas fait hésiter les centaines de milliers de personnes qui se sont rendues à la traditionnelle fête de l'Humanité, ce week-end à la Courneuve. Le parc paysager était transformé en une véritable ville, les rues étant bordées de stands des fédérations régionales ou des délégations étrangères. La fête était placée sous le signe de la politique définie par le XXIIème congrès que Gaston Plissonnier, dans son allocution politique de dimanche après-midi, a de nouveau développée.

La plus grande partie de la foule était disséminée dans les allées et dans les stands lorsque commença le discours de Gaston Plissonnier. En face de la grande scène, le public était tiède : le contenu du discours n'était pas non plus fait pour enthousiasmer.

Une minute de silence en souvenir de Mao Tse Toung. Puis Plissonnier commença en reprenant les analyses déjà formulées par Marchais et le Comité Central : Chirac-Barre, c'est la même chose, Giscard a un bilan catastrophique, il faut s'opposer au super-impôt en facilitant l'union et la convergence des luttes des travailleurs et des paysans, il faut une forte Union de la Gauche sur la base du Programme Commun, et il faut un parti communiste fort.

Plissonnier y alla du couplet pour l'indépendance nationale, contre les « monopoles apatrides », mobilisant les énergies du PCF et appelant à les renforcer pour mieux aller vers un socialisme aix couleurs de la France.

« Vive notre grand et beau Parti communiste » conclut Plissonnier. « La Marseillaise » se fit entendre par haut-parleurs, sous la pluie.

Les radios ont annoncé une participation record à la fête. Des centaines de milliers de gens se pressent à la cité du livre, à la cité internationale, au stand du comité central, dans les spectacles. Dans les stands régionaux aussi, celui de Toulouse où l'on dit : « Vive le Concorde et vive la production nationale » ; les autres où l'on voit partout écrit : « Vive la ligne adoptée par le 22ème Congrès ». Tout cela pour un socialisme national. On sent partout présente, la force du PC, un très grand parti ouvrier réformiste. Althusser est absent à la signature des livres, seuls Lecourt et Balibar font figure d'oppostionnels. Pas loin de Fajon et de René Andrieu. Et puis un public familial, largement populaire.

Comment ne pas mettre à nu ce qui est essentiel : que toutes ces forces accumulées, tôt ou tard, lorsque la montée des luttes se confirmera, entreront en opposition avec la « démocratie avancée », avec la politique incarnée par l'Union de la Gauche, avec les discours fades, respectueus et traditionnels de Plissonnier.

Entre frites et affiches

Non je ne veux pas adhérer. Ni au PCF. Ni à l'UJCF. Ni à n'importe quelle autre organisation se proposant de marcher vers un socialisme aux couleurs de la France. Je refuse aussi poliment que je peux, mais au dixième démarcheur - ils sont tous gentils, souriants, aimables, tenaces - je me prends à faire de savants détours. *« Ben quoi, puisque t'es communiste, un jour ou l'autre tu viendras chez nous, alors... la Ligue, çà te passera ».* On cause. Il m'écoute. Il s'en fout. *« Et puis, tu sais, çà engage à rien de prendre sa carte ».*

Quelques centaines de mètres après l'entrée P. Vaillant-Couturier, c'est la Cité Internationale. De la couleur, des affiches, des productions artisanales souvent jolies et en général abordables, et puis des chants révolutionnaires. Au stand de la RFA, un groupe de jeunes chante *Bella Ciao, Bandiera Rossa, Sacco et Vanzetti* avec une conviction évidente. Ils ne détonneraient pas dans nos manifs. Le stand du Parti Communiste portugais vend une incroyable série de gadgets, tous frappés de l'effigie de Lénine. Du rouge partout. Là aussi l'ambiance est aux toniques chants de lutte. Au stand cubain : quelques belles affiches, comme d'habitude, muis les animateurs ont surtout mis le paquet sur les langoustes. Seize francs les petites, trente six francs les grosses. *« T'en veux pas ? T'as pas de fric ? Tiens, prends quand même une collection de « Granma ».* Au stand URSS, on donne pratiquement au kilo, des brochures, des cartes, des exemplaires de la constitution soviétique. Les éditions d'Etat ne lésinent pas sur la propagande.

Tout voit, tout entendre...

Les gens s'installent dans la fête. On a son badge, son macaron. On veut montrer qu'on n'est pas un simple badaud. Pour les couvre-chefs, le choix est vaste. Il y a l'inévitable casquette Paul Ricard. Mais aussi le chapeau Pif le chien, le bonnet phrygien (le chapeau de la fête, le chapeau souvenir, 10 Frs), ou même un chapeau vietnamien.

Les stands des fédes, des sections. On ne peut pas tout voir. Ni tout entendre. Je sais qu'au stand d'Aubervilliers « on gagne des nounours ». Qu'à celui de la Loire, les gadgets sur les « verts » ont la cote : 35 Frs le Tee-shirt avec marqué *« Allez les verts »*, 50 Frs celui qui reproduit les têtes des célèbres footballeurs. A côté, au stand du 93, on peut gagner les poussins à la tombola. Pas gâtés, les poussins : ils sont emprisonnés dans de petits sacs en plastique.

Un monde fou. Des centaines de milliers de personnes. Le million peut-être. Peut-être pas le peuple de France, mais un sacré échantillonage. Loubards et jeunes cadres, familles au grand complet et travailleurs immigrés, les marmots et les vieillards. Plein de gens aussi qu'on a vu dans toutes les manifs de l'extrême-gauche depuis des années. Ils ne traînent pas seulement du côté des podiums musicaux ou de la cité du Livre.

La fête, c'est aussi la foire. On n'achète pas que des colifichets, les disques ou les affiches de solidarité de la Cité Internationale. Il y a aussi les montres soviétiques, les chaînes Hi-Fi de RDA. Au tiercé André, on gagne des godasses, mais au stand Volkswagen, on peut tout bonnement acheter une bagnole. La BNP est là, ouvre des comptes, on peut y faire des retraits, des dépôts, des changes. Et Pernod, et Duval, et Ricard, et la champagne Mercier (3 Frs la coupe).

On marche et ça creuse. Pas de problème : la fête de l'Huma, c'est la plus forte concentration de bouffe au mètre carré, après Rungis. Une bouffe qui coûte cher. Le menu des restos régionaux est rarement en dessous de 25 Frs et atteint volontiers les 30 balles. Le jambon de mon sandwich vient sûrement de Bayonne, mais le pain aussi. Je reste sur ma faim. 12 Frs de vignette, 20 F environ de bouffe, quelques boissons, un ou deux souvenirs : la fête coûte cher. 60 à 70 francs par personne.

On fait des kilomètres sans s'en rendre compte. Au détour d'un stand, on tombe sur Marchais. Accompagné de Madame. Comme à la télé. Sympa, souriant. Les gens disent : *« Tiens, c'est Georges »*, mais ne l'accostent pas. *« Après tout, lui aussi, il a le droit de profiter de la fête ».* Il continue son petit bonhomme de chemin, madame à son bras.

Les scores s'étalent

Le grand podium. Maxime le Forestier y fait un petit malheur. Public composite. *« Le parachutiste »* est bien applaudi. Le reste aussi d'ailleurs. On applaudit sans rechigner à peu près n'importe quoi. Vers la fin, l'esplanade est pleine. Archi-bourrée, impressionnante. Il ne va pas tarder à pleuvoir mais c'est pas grave. Gaston Plissonier va causer, alors...

De plus en plus de monde. Çà devient difficile d'avancer. Au fil des heures et des stands, les scores d'étalent. La section du 19° a fait 44 adhérents. Dans l'Essonne, les JC ont placé 477 cartes. Mieux, bien mieux, l'UJCF, sur toute la fête, à 15 heures annonce qu'elle a fait 6210 adhésions.

Trop de monde, et trop de bruits, trop d'odeurs de frites-merguez dans les halles de la Cité du Livre, trop d'innocence dans cette roublardise des militants-camelots. Tant pis, je verrai pas Béjart.

Dernière vision avant de sortir : celle d'une affiche placardée à travers toute la fête : *« Les communistes, il n'y a rien de mieux ».* S'ils le disent...

JF.V

demi medaille...

L'Huma l'avait annoncé, la fête serait celle du sport. Dans l'immense foire, les champions prenaient moins de place que sur les pages du journal du PC. La plupart des gens n'étaient de toutes façons pas venus pour çà. Mais au détour d'un stand, débat avec Alexeiev, champion olympique d'haltérophilie, devant 300 personnes. *« Quelle est la politique de l'Est vis à vis du doping ? On a dit d'Alexeiev qu'il était un produit pharmaceutique soviétique ».* La question est venue du public, le champion semble vaguement irrité... Il répond : *« Les résultats de ceux qui se dopent sont mauvais ».* Quelques instants avant, Ludmila Semenova (URSS, saut en longueur) avait dit : *« Le doping peut améliorer les performances, mais les résultats sur quelques années sont mauvais ».* Mais la durée n'est pas une qualité de champion.

« Elles n'ont pas quinze ans »

A 50 mètres, stand de « Miroir-Sprint », un présentateur en verve tape sur l'épaule de Casanas (cubain, rival de Drut aux 110 mètres haies à Montréal). *« Bravo Casanas. Nous avons cru que vous aviez gagné. Il a fallu vérification pour annoncer la victoire de Drut. Nous vous donnons disons... la moitié de la médaille d'or. »* Casanas signe des autographes. *« Revenez tout à l'heure, il y aura Alexeiev ».*

Sur le podium de la cité internationale, gymnastique. 2 000 personnes assises, et en scène S.Grosdova, médaille d'or de l'URSS, et d'autres. *« Elles n'ont pas quinze ans »*, précise le commentateur. Ce ne sont plus d'imprécises images de TV ; elles sont là : saut, double, triple saut vrillé, grand écart poirier... Tellement loin de notre corps. Fascinant. Prouesse pour elles, applaudissements pour nous ! Malgré les regards émerveillés, toutela pauvreté de notre relation au sport se joue là. Le public se relève, une heure le cul par terre, courbatures.

Plus loin, la surprise de trouver le stand de Jackson. Un fier à bras de foire qui offre de l'emploi dans son ring à des boxeurs, lutteurs, catcheurs au chômage, rejetés par le sport de compétition. Ce qu'il propose ? *« Le premier volontaire qui se bat contre mes lions, on en fera de la charpie ou il gagne 500 Frs. En avant vers le massacre. »* Jackson a des écarts de langage dont le parti n'est pas responsable.

Des questions sans réponse

Mais ce n'est pas vraiment ce qu'on attendait. L'Huma-Dimanche écrivait : *« Le sport peut être aussi bien instrument de collaboration de classe quand le patron fait du club son moyen de démobilisation, qu'instrument de lutte de classe quand les travailleurs revendiquent le droit de la pratiquer. »* Cette idée, sa démonstration étaient absents.

Et que pouvons-nous faire, nous qui n'avons aucune pratique corporelle en dehors du travail ? Et si nous refusons de n'être que contemplateurs de champions ? Et si ce sport de haut niveau qui nous est étranger était à l'opposé de notre libération corporelle ?

A ces questions, dans le pas nonchalant de la fête, il n'y avait pas de réponse...

P.Verdon